



PNND

Notes
Notes
Notes

Edition 3, 2008

La top-modèle Christie Brinkley Favorise l'Abolition Nucléaire

Dans ce numéro

- *Préserver le Traité sur la non - prolifération des armes nucléaires*
- *Cinq femmes leaders élus co-présidents du PNND*
- *Prévenir le Génocide Nucléaire*
- *Les parlementaires et la politique nucléaire de l'OTAN*
- *Zones Exemptes d'Armes Nucléaires - de l'Antarctique à l'Arctique*
- *Des mesures visant à supprimer les armes nucléaires tactiques de l'Europe*
- *Vers un Traité Mondial sur les Munitions en Grappe*

et bien plus encore...



PARLIAMENTARIANS FOR NUCLEAR NON-PROLIFERATION AND DISARMAMENT
Engaging legislators worldwide in steps towards nuclear abolition

PARLIAMENTARIANS FOR NUCLEAR NON-PROLIFERATION AND DISARMAMENT

Engaging legislators worldwide in steps towards nuclear abolition

WWW.PNND.ORG

Un projet développé par l'Initiative de Puissances Moyennes (MPI) et l'Institut sur la Sécurité Mondiale (GSI)

CO-PRÉSIDENTS

Sénatrice Abacca Anjain Maddison

Îles Marshall

Hon Marian Hobbs MP

Aotearoa-Nouvelle-Zélande

Mi-Kyung Lee MP

République de Corée

Alexa McDonough MP

Canada

Uta Zapf MP

Allemagne

REPRÉSENTANT SPÉCIAL

Sénateur Roméo Dallaire

Canada

MEMBRES DU CONSEIL

Angelika Beer, MdPE (intérimaire)

Allemagne

Carles Campuzano i Canadés

Espagne

Hon Dr Raphaël Chegeni MP

Tanzanie

Hon David Coltart MP

Zimbabwe

Jeremy Corbyn MP

Royaume-Uni

Sénatrice Michelle Demessine

France

Sénateur Jean Desessard

France

Sénatrice Rosario Green

Mexique

Rubén Martínez Huelmo MP

Uruguay

Dov Khenin MP

Israël

Taro Kono MP

Japon

Sergei Kolesnikov MP

Russie

Young-ghil Kwon MP

République de Corée

Hallgeir Langeland MP

Norvège

Congressiste Edward J. Markey

États-Unis

Baronne Sue Miller

Royaume-Uni

Marit Nybakk MP

Norvège

Congressiste Christopher Shays

États-Unis

Yoshinori Suematsu MP

Japon

Sénateur Patrik Vankrunkelsven

Belgique

MEMBRES DU CONSEIL D'OFFICE

Jonathan Granoff

Institut Mondial de la Sécurité

Sénateur Émélite Douglas Roche

Middle Powers Initiative

Alyn Ware

PNND Coordonnateur Mondial

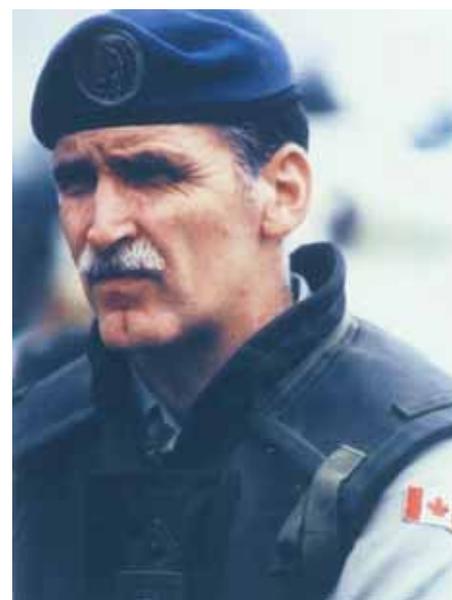
ANCIENS MEMBRES DU CONSEIL

Sénatrice Lyn Allison

Australie

Sénateur Francesco Martone

Italie



Prévenir le Génocide Nucléaire

Article de fond par le sénateur Roméo Dallaire

Représentant spécial du PNND, ancien commandant des forces de l'ONU au Rwanda, lauréat de la Légion du Mérite des États-Unis et auteur du livre primé, "J'ai serré la main du diable - Faillite de l'humanité au Rwanda."

Roméo Dallaire était témoin de l'échec de l'humanité à prévenir le génocide, et ne souhaite pas une telle erreur répétée - que ce soit par l'utilisation des armes nucléaires ou d'autres pratiques génocidaires. Dans ce dossier, le sénateur Dallaire, examine pourquoi la communauté internationale n'a pas réussi à éliminer la menace nucléaire. Il propose de nouvelles idées pour assurer le succès.

Sur le PNND

Les Parlementaires pour la Non-prolifération Nucléaire et le Désarmement (PNND) forment un réseau mondial de plus de 500 parlementaires de plus de 70 pays fonctionnant pour empêcher la prolifération nucléaire et pour réaliser le désarmement nucléaire. L'adhésion est ouverte aux membres courants des assemblées législatives aux niveaux état, fédéral et régionaux.

PNND Notes est publié en arabe, anglais, français, allemand, japonais (version révisée) et en espagnol

Crédits:

Editeur: Alyn Ware

Rédacteurs adjoints:

Kaspar Beech et Una McGurk

Mise en page et conception:

Fuse Creative Ltd

Correction d'épreuves: Mayra Gomez

Traductions:

Arabe: Nermin Ali Abd el-el-Ghany Galy

Français: Sophie Lefeez

Espagnol: Silvana Pereira

Allemand: Christoph Pilger et Veronika Peterseil

Japonais: Hiromichi Umebayashi et Keiko Nakamura

Imprimé par Lithoprint en utilisant des encres à base de soja sur papier blanchi sans chlore issu de forêts gérées durablement

Table de Matières

| | |
|--|----|
| Le Réveil Nucléaire: - Bienvenue des Coprésidentes du PNND | 1 |
| PNND Changement de Nom | 1 |
| Article de fond: Empêcher le Génocide Nucléaire <i>Représentant spécial du PNND Sénateur Roméo Dallaire</i> | 2 |
| PRÉVENTION DE LA PROLIFÉRATION | |
| Préserver le TNP – <i>Sénateur Douglas Roche</i> | 5 |
| L'énergie Nucléaire: Réponse au changement Climatique ou une Méthode de Prolifération d'Armement?- <i>Dr Herman Scheer, MdB</i> | 5 |
| L'Accord Nucléaire de l'Etats-Unis-Inde et les Réactions Parlementaires - <i>Uta Zapf, MdB</i> | 8 |
| PROMOTION DU DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE | |
| Top-modèle Christie Brinkley et les coprésidentes du PNND: Amplifier les missions morales et opérationnelles des Nations Unies | 9 |
| Le Désinvestissement Nucléaire – <i>Hallgeir Langeland MP et Keith Locke MP</i> | 10 |
| Les Parlementaires et une Convention sur les Armes Nucléaires - <i>Hon. Marian Hobbs MP, Alexa McDonough MP et Alyn Ware</i> | 13 |
| ZONES EXEMPTES D'ARMES NUCLÉAIRES | |
| Parlementaires célèbrent les 20 ans de la zone dénucléarisée – <i>Hon. Nick Smith MP et Kaspar Beech</i> | 15 |
| Dernières étapes pour faire de l'Afrique un Zone Dénucléarisée – <i>Raphael Chegeni MP et Kaspar Beech</i> | 16 |
| Une Zone Exempte d'Armes Nucléaires au Moyen-Orient: de la Rhétorique aux Premiers Pas – <i>Dov Khenin MK</i> | 17 |
| Protéger les Pôles d'un Conflit Nucléaire? Temps de faire de l'Arctique une Zone Exempte d'Armes Nucléaires! – <i>Alexa McDonough MP et Alyn Ware</i> | 19 |
| Parlementaires et une Zone Dénucléarisée en Europe Centrale – <i>Dr. Remo Gysin, Dr. Paul Gunther et d'autres</i> | 20 |
| La Péninsule Coréenne en Transition: De la Dénucléarisation vers une Zone Exempte d'Armes Nucléaires et un Régime de Paix en Corée – <i>Kwon Young-Ghil MP</i> | 22 |
| Une Zone Dénucléarisée en Asie du Nord-Est Contribue au Désarmement Nucléaire Mondial – <i>Hirromichi Umebayashi, Enkhsaikhan Jargalsaikhan, et Wooksik Cheong</i> | 23 |
| SECTION DE L'EUROPE | |
| Retirer les Armes Nucléaires Tactiques d'Europe? – <i>Dr Rolf Mützenich MdB, Patrik Vankrunklesven, Belgique MP, et Sergei Kolesnikov, Membre de la Douma</i> | 24 |
| Députés Européens Appellent à des Initiatives Européennes vers un Désarmement Nucléaire – <i>Pol D'Huyvetter</i> | 26 |
| Parlementaires et la politique de l'OTAN – <i>Sénateur Francesco Martone</i> | 27 |
| ARMEMENTS CONVENTIONNELS | |
| Armes légères – Un Hiroshima chaque six mois..... | 28 |
| Vers un Traité sur les Bombes à Sous-Munitions | 29 |
| MISE À JOUR DU CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS | 30 |
| NOUVELLES DE PNND: | |
| Cinq femmes dirigeantes élues Co-Présidents du PNND | 31 |
| Rapport du PNND Japon – <i>Hirromichi Umebayashi</i> | 32 |
| Conférence Internationale de PNND et Session du Conseil – Juillet 2008 | 32 |

Le Réveil Nucléaire: Bienvenue des Coprésidentes du PNND

Dans le livre L'Eveil (Awakenings), popularisé par le film éponyme, le neurologue Oliver Sacks décrit comment les patients atteints d'encéphalite léthargique, "la maladie du sommeil", se réveillent miraculeusement et doivent s'adapter à un monde qui a profondément changé depuis qu'ils sont tombés dans un état catatonique.

Plusieurs décideurs politiques importants d'Etats nucléaires semblent s'être miraculeusement réveillés en 2007 d'un sommeil dans lequel ils avaient été plongés pendant près de 20 ans, et réalisaient que la Guerre Froide était bel et bien finie et que la dissuasion nucléaire n'avait plus de sens dans un monde multipolaire et mondialisé.

En janvier, par exemple, l'ancien secrétaire d'Etat américain républicain Henry Kissinger et George Schultz, d'anciens partisans de la dissuasion nucléaire, ont rejoint les démocrates William Perry et Sam Nunn dans un article paru dans le Wall Street Journal appelant les dirigeants politiques américains à mettre en place un monde sans armes nucléaires. Ils insistent sur le fait que la possession d'armes nucléaires par qui que ce soit offrait la possibilité technique et l'argument politique en faveur de la prolifération, et constituait l'assurance d'un désastre.

Cet événement a été suivi d'un discours programme politique prononcé par Margaret Becket, alors Secrétaire britannique aux Affaires Etrangères, lors de la Conférence Internationale sur la Non-Prolifération du Carnegie en juin. Elle y rappelait le succès

de la campagne pour abolir l'esclavage, appelait à l'abolition de l'arme nucléaire et engageait le Royaume-Uni à étudier et développer les conditions techniques et politiques nécessaires pour parvenir au désarmement nucléaire complet.

En novembre, Nancy Reagan (veuve du président américain républicain Ronald Reagan) et Arnold Schwarzenegger (acteur vedette du film d'action « Terminator » et actuel gouverneur de Californie) ont appelé à l'abolition nucléaire. Schwarzenegger a déclaré que la question nucléaire méritait la même attention et le même engagement politique que le réchauffement de la planète.

Il nous faut saluer cette nouvelle lucidité, mais elle ne doit pas rester lettre morte. Ces appels doivent aussi s'accompagner de premières pas vers le désarmement, puis de la mise en œuvre d'un plan plus élaboré pour l'interdiction complète et l'élimination des armes nucléaires sous contrôle international efficace, en d'autres termes, une Convention sur les Armes Nucléaires.

En 2007, les membres du PNND ont activement œuvré pour faire avancer plusieurs initiatives en faveur de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, notamment la levée de l'état d'alerte des arsenaux nucléaires, l'établissement de zones dénucléarisées, les contrôles de technologies nucléaires sensibles, le retrait d'armes nucléaires tactiques (y compris les armes tactiques américaines en Europe), et la promotion d'une Convention sur les Armes Nucléaires.

Il reste encore beaucoup à faire en 2008 si l'on veut profiter de ce réveil anti-nucléaire et mettre en marche un processus inexorable en faveur de l'abolition complète de ces armes. Ne rien faire reviendrait à laisser le monde retomber dans un état catatonique, comme cela est arrivé dans L'Eveil, et le laisse glisser sur la pente d'une catastrophe nucléaire.

En tant que coprésidentes du PNND, nous promettons de faire tout notre possible pour mener, encourager et soutenir les actions parlementaires mondiales visant à transformer en actes la rhétorique gouvernementale et ainsi débarrasser notre monde de la menace nucléaire et construire une société mondiale pacifique et coopérative. Nous vous invitons à unir vos efforts aux nôtres.

Sénatrice Abacca Anjain Maddison n
(Iles Marshall)

Honorable Députée Marian Hobbs
(Nouvelle Zélande)

Députée Mi-Kyung Lee
(République de Corée)

Députée Alexa McDonough
(Canada)

Députée Uta Zapf (Allemagne)

PNND Changement de Nom

Le Conseil Mondial du PNND a décidé lors de sa réunion de Octobre 2007 à approuver la proposition pour changer son nom de Réseau Parlementaire pour le Désarmement Nucléaire à Parlementaires pour la Non-prolifération Nucléaire et le Désarmement. La proposition, qui a été distribué à tous les membres du PNND en Juillet et n'a pas reçu d'opposition, a été faite afin d'éliminer une idée fausse de certains pays clés que "désarmement" se réfère uniquement aux mesures unilatérales de désarmement. Le nouveau nom précise que PNND adresse en effet l'éventail de non-prolifération et de mesures multilatérales de désarmement.

En raison de la nature multi-syllabique du nouveau nom, membres de PNND sont invités à utiliser PNND le sigle ou la version abrégée des Parlementaires pour le Désarmement Nucléaire en informel le cas échéant.



Empêcher le génocide nucléaire

Sénateur Roméo Dallaire, Représentant spécial du PNND Ancien commandant des forces de l'ONU au Rwanda



Senator Roméo Dallaire

Extrait d'un discours prononcé par Kim Kroeber, Représentant Spécial du Sénateur Dallaire lors d'un Événement Spécial de PNND tenu à New York le 12 octobre 2007

Où qu'on tende l'oreille ces jours-ci, on entend parler du réchauffement climatique. Il est tout à fait surprenant de constater qu'une question qui avait disparu de la scène ces dernières années soit devenue omniprésente en si peu de temps.

Il y a actuellement une menace beaucoup plus sérieuse et immédiate qui concerne chacun de nous. Je parle bien sûr des 26 000 armes nucléaires, dont des milliers sont prêtes à être lancées en moins de 30 minutes. Il est choquant que l'individu lambda ignore complètement cette situation et croit que la menace nucléaire appartient à la Guerre Froide. C'est une situation intenable à laquelle on ne peut remédier que par une campagne de sensibilisation mondiale en faveur de l'abolition des armes nucléaires.

"L'humanité a créé d'autres horribles choses pour lesquelles nous avons eu le bon sens et la moralité d'abolir, comme l'esclavage, les armes chimiques ou les armes biologiques."

Comment un tel écart a-t-il pu se creuser entre l'urgence de la menace que représentent les armes nucléaires et le détachement de la plupart des gens ?

1) LA SCIENCE DES MISSILES :

La plupart des gens pensent que le problème dépasse leur capacité d'entendement et de contrôle. Après tout, cela relève du domaine de la physique nucléaire et de la technique. La vérité est que la question éthique fondamentale qui sous-tend est tout ce qu'il y a de plus simple. Nous devons traduire le langage technique et rendre accessible à tous la nature fondamentale du problème.

Les armes nucléaires sont mauvaises par essence. Elles sont conçues pour atteindre un seul but : l'annihilation la plus massive de civils innocents. Elles sont l'outil ultime du génocide. Elles n'ont pas leur place dans un mode civilisé dont les valeurs sont la vie et les droits de l'homme. Elles doivent être abolies.

2) ABSTRACTION:

A l'inverse du réchauffement climatique, la plupart des gens n'ont pas d'expérience directe avec des armes nucléaires ; celles-ci apparaissent dès lors comme trop abstraites, au point de n'avoir aucun rapport avec l'existence quotidienne. Ces gens doivent être détrompés. Les armes nucléaires sont très concrètes et très réelles. Je les ai vues. Le niveau sans précédent de mort et de destruction qu'elles ont causé à Hiroshima et à Nagasaki a été très réel. Nous devons communiquer sur la réalité de cette menace. Nous ne pouvons nous payer le luxe d'attendre qu'une bombe nucléaire ou une bombe sale soit lâchée, parce qu'à ce moment-là, il sera irrévocablement trop tard. Il est de notre

mission d'empêcher l'holocauste ultime nucléaire et du réchauffement climatique.

3) UN FAUX SENTIMENT DE SECURITE :

Parce qu'il n'y a pas eu de bombardement nucléaire depuis 1945, l'opinion publique a été bercée de l'illusion que nous étions en sécurité. Rien ne pourrait être plus loin de la vérité. Beaucoup d'experts soutiennent que nous sommes de multiples façons plus vulnérables à la menace des armes nucléaires aujourd'hui qu'au plus fort de la guerre froide. Je vais en présenter brièvement les raisons.



Le HMS Vanguard tire un missile nucléaire Trident D5 en Octobre 2005.

4) LE GENIE EST SORTI DE LA BOUTEILLE:

Il y a ceux qui prétendent que, parce que nous avons inventé les armes nucléaires, nous devons vivre avec puisqu'elles ne peuvent être désinventées. L'humanité a créé d'autres horribles choses pour lesquelles nous avons eu le bon sens et la moralité d'abolir, comme l'esclavage, les armes chimiques ou les armes biologiques. Si l'humanité est assez intelligente pour avoir créé la technologie sous-tendant les armes nucléaires, soyons encore plus sages en les abolissant.

5) LE MYTHE QUE LE DANGER RESIDE DANS L'IDENTITE DU POSSESEUR:

Quand on parle des armes nucléaires, le mot à la mode aujourd'hui est la non-prolifération. Il y a là un mythe prétendant que si vous êtes un Etat gentil et possédez des armes nucléaires, c'est une bonne chose. Vous pouvez utiliser vos armes nucléaires pour dissuader les autres (les méchants), qui, eux, ne peuvent pas en avoir sans menacer l'ordre du monde. C'est un raisonnement fallacieux et dangereux à plusieurs niveaux. J'indiquerai 5 raisons pour lesquelles cette approche est irrecevable.

a) Les armes nucléaires sont en soi mauvaises par conception.

L'identité du possesseur ne peut modifier la nature monstrueuse des armes. Toute sécurité ou toute paix atteinte grâce à la menace d'un génocide est totalement immorale et inacceptable quel que soit le point de vue où l'on se place. Nous devons créer un nouveau type de sécurité globale qui reflète notre interdépendance inhérente.

“Toute sécurité ou toute paix atteinte grâce à la menace d’un génocide est totalement immorale et inacceptable quel que soit le point de vue où l’on se place.”

b) La dissuasion nucléaire est inefficace dans l’ordre actuel du monde.

Nous n’avons plus deux superpuissances en conflit capables de s’autodétruire. Ce paradigme de la guerre froide a perdu de sa pertinence. Il y a beaucoup plus de joueurs dans la dynamique du monde moderne, et beaucoup plus de facteurs de complication tels que l’émergence de marchés noirs de matières nucléaires et la perspective du terrorisme nucléaire. Nous devons évoluer d’un système de sécurité désormais obsolète reposant sur la dissuasion nucléaire et les alliances nucléaires, vers un système reposant sur la coopération et l’allégeance à l’humanité.

c) Ne voir que la nonprolifération et ignorer le désarmement est fallacieux, illégal et insoutenable.

Le traité le plus réussi au monde, le Traité de Non-Prolifération, repose sur un accord: les Etats qui ne possèdent pas d’armes nucléaires n’en acquerront pas si ceux qui en ont éliminent leurs arsenaux (quoique le droit d’accéder à la technologie énergétique civile soit préservé). Les Etats nucléaires reviennent en ce moment sur l’accord en utilisant des arguments trompeurs, prétendant qu’ils veulent désarmer à une vague date future mais que depuis le 11 septembre, il est devenu trop dangereux de désarmer. Cela crée une situation impossible. Le monde est divisé entre ceux qui en

d) Conséquence du maintien/modernisation des armes nucléaires.

En insistant sur le maintien et, dans certains cas, sur la modernisation de leurs armes nucléaires, ces Etats illustrent bien le fait que les armes nucléaires sont la nouvelle devise du pouvoir. Cela constitue certainement une incitation pour les Etats non-nucléaires à vouloir en posséder ou à vouloir les garder dans des partenariats sécuritaires du type OTAN.

e) Le maintien des armes nucléaires par qui que ce soit est simplement trop dangereux.

Je sais que beaucoup d’entre vous connaissent la brèche massive à la sécurité survenue récemment dans ce pays [les Etats-Unis], sans doute la plus grande puissance militaire au monde. Pendant plus de 24 heures, un B-52 armé d’une

force destructrice équivalente à 60 fois Hiroshima a survolé le pays par accident en échappant à tout contrôle aérien.

L’erreur est humaine. Les gens, même les plus éduqués ou qualifiés et responsables de la sécurité mondiale, peuvent et feront des erreurs. Au-delà de l’erreur de l’opérateur, nous devons nous attendre à des défauts dans les armes elles-mêmes, dans les vecteurs de lancement, dans les systèmes informatiques de soutien, etc. Des scientifiques internationaux de premier ordre s’accordent à dire qu’un incident nucléaire est inévitable, soit par accident, soit délibérément. Fin janvier de cette année [2007], le Bulletin of Atomic Scientists a avancé l’aiguille de l’Horloge de l’Apocalypse à minuit moins cinq pour signifier l’éventualité plus grande d’assister à un échange nucléaire intentionnel ou accidentel. Nous ne serons vraiment en sécurité que lorsque les armes nucléaires seront abolies.

Le Manque de Leadership

Il y a un vide international effroyable lorsqu’il s’agit de leadership mondial. Les gouvernements du monde sont devenus tellement esclaves de l’influence des lobbyistes, préservant leurs intérêts et le statu quo, prenant grand soin des conséquences possibles au plan politique et économique de leurs positions, que systématiquement ils ne parviennent pas à être guidés par des considérations morales pour faire ce qu’il convient. Ils ont oublié leur mandat le plus élémentaire : protéger en tout premier lieu les vies et les droits humains de leurs concitoyens. Il est honteux et insupportable qu’on ait laissé se détériorer la situation internationale au point que le droit

même d’exister pour chacun de nous soit menacé à chaque minute. Il faut immédiatement rectifier cela.

Il y a eu des développements positifs sur lesquels nous devons nous concentrer et nous appuyer. Ainsi, en octobre 2006, l’Assemblée Générale des Nations Unies a voté à 168 voix contre 4 l’abolition des armes nucléaires. De brillants faucons de l’ancienne guerre froide appartenant aux deux principaux partis ont publié en janvier de cette année [2007] dans le Wall Street Journal un article riche et original, d’une portée décisive, dans lequel ils fustigeaient la dissuasion nucléaire et exposaient leur vision de l’abolition des armes nucléaires.

J’ai le plaisir de vous annoncer que les deux Chambres du gouvernement canadien ont adopté à l’unanimité des motions pour donner un nouveau souffle à l’agenda du désarmement et pour endosser un rôle de leadership. Nous devons faire pression sur tous les gouvernements pour qu’ils fassent de même.

Enfin, Margaret Beckett a prononcé un discours passionnant alors qu’elle était Ministre des Affaires Etrangères du Royaume-Uni. Pour donner un nouvel élan au désarmement nucléaire mondial, le Royaume-Uni deviendra un laboratoire du désarmement où seront étudiées les ramifications politiques de l’abolition.

EST-IL VRAIMENT URGENT DE FAIRE PRESSION POUR ABOLIR MAINTENANT LES ARMES NUCLEAIRES?

Entre 30 et 40 Etats semblent hésiter à se lancer dans l’acquisition d’armes nucléaires. L’inquiétant essai nord-coréen s’est produit le 9 octobre 2006, et l’incertitude plane toujours sur le programme nucléaire iranien. Les prochaines années seront déterminantes pour savoir si nous assisterons à une cascade alarmante de prolifération d’armes nucléaires, ou si le vent soufflera dans l’autre sens et les obligations de désarmer seront scrupuleusement respectées.



Des missiles de croisière à tête nucléaire en train d’être chargés à bord d’un bombardier B52 heaver à Minot Air Force Base, où six missiles de croisière ont été chargés par erreur et perdus sur un autre bombardier B-52 en Octobre 2007. Photo gracieuseté de la Fédération des scientifiques américains.

“ J’ai été le témoin d’un génocide à la machette. Croyez-moi : nous ne survivrons jamais à un génocide à l’arme nucléaire. ”

Personne ne peut se permettre une nouvelle course aux armements nucléaires. Depuis la fin de la guerre froide, quelques 12 000 milliards de dollars ont été dépensés pour perfectionner la technologie capable de faire plusieurs fois exploser notre planète. Quel détournement obscène et immoral de ressources mondiales ! Et cela se poursuit encore aujourd’hui. Imaginez seulement la contribution que cet argent aurait pu apporter au renforcement de la paix et de la sécurité mondiales s’il avait été utilisé pour nourrir, éduquer, soigner, donner un travail aux pauvres ?

Imaginez un instant envoyer votre enfant à l’école avec un autre élève avec lequel il s’est fâché par le passé. Toute la journée, quotidiennement, les deux enfants sont armés et pointent leur arme sur la tempe l’un de l’autre pour s’assurer qu’un affrontement n’ait pas lieu. Cela semble épouvantable et ridicule, et pourtant c’est ainsi que nous, membres ‘civilisés’ du 21^e siècle, avons choisi de vivre nos vies. Bien sûr, nos armes sont bien plus puissantes et menacent de détruire non seulement notre adversaire, mais toute vie sous la forme sous laquelle nous la connaissons.

Il ne peut y avoir de sécurité mondiale tant que nous dépendons de la menace indiscriminée de meurtre de masse d’innocents pour fonder la paix. La seule véritable paix doit découler du respect mutuel, d’une totale transparence, de la confiance et de la reconnaissance de notre interdépendance. Nous devons reconnaître le caractère inhérent de l’interdépendance des menaces mondiales.

En ce qui concerne les armes nucléaires, le désarmement doit être vérifié et irréversible pour parvenir à l’abolition de toutes les armes nucléaires pendant qu’il en est encore temps. Nous devons maîtriser le cycle de



combustion nucléaire et contrôler l’accès au combustible pour l’énergie nucléaire civile. Les arsenaux nucléaires doivent être sécurisés.

Il nous faut nous occuper des causes profondes de l’insécurité mondiale, telles que la pauvreté, la maladie, le non-respect des droits, un développement international mal choisi, un accès limité à l’emploi et à l’éducation, l’inégalité des sexes, etc.

RESUME:

Je ne suis pas alarmiste. J’étais aux premières loges pour observer les conséquences tragiques de l’indifférence internationale. J’ai vu de près la propension humaine au mal. J’ai été le témoin d’un génocide à la machette. Croyez-moi : nous ne survivrons jamais à un génocide à l’arme nucléaire.

Une complaisance dangereuse issue de l’ignorance commence à voir le jour, une attitude cavalière sur la perspective d’emploi des armes nucléaires.

Des joueurs déterminés discutent de l’emploi de ces armes terrifiantes non seulement pour se défendre, mais aussi pour attaquer préemptivement un pays qui n’a pas commis d’acte de guerre. Cela revient à fermer les yeux sur un acte mauvais à une échelle sans précédent. Cela bat en brèche la décision unanime de 1996 de la Cour Internationale de Justice, qui a statué que la menace ou l’emploi d’armes nucléaires « seraient généralement contraire » au droit humanitaire et au droit international, et que les Etats avaient une obligation de désarmer.

Ensemble, nous devons sonner l’alarme sur le globe. Nous devons réveiller le sentiment de fureur et d’indignation morale, seule réaction rationnelle à la simple existence, sans parler de l’usage préemptif, de ces armes horribles. Nous devons sortir les pays de leur état paralytique dans lequel ils sont depuis la tragédie du 11 septembre. La peur et la haine ne peuvent constituer le socle d’une stratégie de sécurité mondiale rationnelle. On ne peut pas continuer à se retrancher derrière les mêmes positions et le statu quo. Ce n’est plus le moment de prendre le temps de voir venir ce que

les autres font. Il est l’heure d’assumer un rôle proactif de leadership pour repenser la façon dont nous devons vivre ensemble, car si nous échouons, nous périrons assurément ensemble.

Nous devons nous engager à lancer des ponts, à concevoir des mécanismes alternatifs et créatifs de sécurité, et à nous lancer dans des discussions sérieuses lorsque cela est nécessaire afin de faire avancer les choses. Nous devons explorer toutes les voies diplomatiques, de la plus formelle à la plus informelle et clandestine.

Nous devons gagner le soutien des médias de masse pour lancer sur la durée une campagne en faveur de l’abolition des armes nucléaires. Comment une chose qui menace quotidiennement et collectivement notre survie peut-elle ne pas apparaître sur l’écran radar des principaux médias nationaux et internationaux ? Cette abomination doit être corrigée. Ce n’est qu’avec la coopération des médias que l’opinion publique peut avoir conscience de la menace nucléaire et en être furieuse au point de s’y opposer activement.

Si Kofi Annan, en tant qu’ancien Secrétaire Général des Nations Unies, a déclaré que le monde s’est endormi au volant d’un avion lancé à pleine vitesse, sacrebleu, prenons-en le contrôle et conduisons l’humanité vers l’avenir!

L’intégralité du discours du Sénateur Dallaire est disponible sur : http://www.gsinsstitute.org/mpi/pnnd/docs/10_12_07_Dallaire.html

**LET ME THROUGH.
I'M AN ARMS SALESMAN**



David Austin

Préserver le TNP – le Forum Article VI

Senator Douglas Roche, Président du Middle Powers Initiative

Si on pouvait décrire la crise du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires par un seul mot, ce serait la "crédibilité". 38 ans après la signature du Traité, après le commencement d'une seconde ère nucléaire, avec 25,000 armes nucléaires encore en existence, après de nombreux appels de la part des Secrétaires Générales de l'ONU pour des négociations sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération nucléaire, après plus d'une décennie que les Etats dotés d'armes nucléaires ont fermé les yeux sur l'arrêt de la Cour Internationale de Justice selon lequel les négociations pour l'élimination totale des armes nucléaires doivent être conclues, il convient aujourd'hui d'aborder la question suivante: Les objectifs tels qu'ils sont exposés dans le TNP, sont-ils encore plausibles? Et le TNP est-il un instrument plausible pour les achever?

Suite à l'échec de la Conférence d'Examen du TNP en 2005, le Middle Powers Initiative a lancé le Forum Article VI, qui fournit un cadre informel aux Etats oeuvrant dans le même sens, d'étudier et de développer des démarches et des mécanismes pour mettre en place le TNP et établir un monde libéré d'armes nucléaires. Dans les quatre réunions qui ont eu lieu jusqu'à ce jour, impliquant environ une trentaine d'états, le MPI a identifié un nombre de domaines où il y a accord entre la plupart des gouvernements et où une action pourrait être entamée avant la revue de 2010 du TNP.

Ceci comprend:

- une réduction effective des forces nucléaires stratégiques;
- le retrait des forces nucléaires tactiques des pays étrangers;
- le désistement de toute force nucléaire (mise hors alerte);
- la négociation d'un Traité d'interdiction de matières fissiles ou "cut-off";
- la mise en effet d'un Traité d'interdiction complète des essais nucléaires;
- des garanties renforcées de sécurité négative;
- la réglementation de la production et de l'approvisionnement des combustibles nucléaires.

Le Forum Article VI a aussi considéré les étapes qui peuvent être entrepris, tels que la création d'autres zones non dotées d'armes nucléaires, le développement de mécanismes et de technologies de vérification indépendants, l'adoption d'une législation nationale interdisant les armes nucléaires et le détournement de fonds gouvernementaux des groupes impliqués dans l'industrie des armes nucléaires.

Le Forum Article VI a commencé à examiner comment ces démarches de désarmement et de non-prolifération pouvaient s'intégrer dans la vision et les plans d'un monde libéré



Le sénateur Roche parlant à un Forum de l'article VI à Vienne avec Jayantha Dhanapala, ancien Sous-Secrétaire général pour le désarmement et Dorothea Auer, Directeur du Ministère autrichien des affaires étrangères Département du désarmement et de non-prolifération.

d'armes nucléaires, y compris la possibilité d'une convention sur les armes nucléaires.

Les parlementaires peuvent jouer un rôle essentiel en incitant leur gouvernement à mettre en place, ou par d'autres moyens, à promouvoir ces démarches et initiatives, et de s'assurer que la conférence de revue de 2010 du NPT soit considérée au plus haut niveau politique par leur gouvernement.

Pour plus d'information, voir: www.middlepowers.org

L'énergie nucléaire : la réponse au changement climatique ou une méthode de prolifération d'armement?

Dr Herman Scheer, membre du Bundestag et président du Conseil Mondial pour l'Energie Renouvelable



Dr Herman Scheer

La naissance de l'âge atomique en 1945 a créé une nouvelle et effrayante réalité : les humains sont parvenus à développer la capacité de s'entretenir massivement, mais aussi de menacer la civilisation et tout l'écosystème. La menace nucléaire n'a pas disparu mais s'est conjuguée à une nouvelle menace créée par l'Homme : le changement climatique.

Pour symboliser l'augmentation des risques mondiaux qu'engendrent le changement climatique et les armes nucléaires, le Bulletin of Atomic Scientists a avancé en janvier 2007 les aiguilles de l'Horloge de l'Apocalypse à minuit moins cinq. Cela signifie, pour les éminents scientifiques, que nous nous rapprochons d'une catastrophe à même de détruire la civilisation.

Au cours d'une conférence de presse annonçant le changement d'heure de l'Horloge, le mathématicien Stephen Hawking a souligné qu' " en tant que scientifiques, nous comprenons les dangers des armes nucléaires et leurs effets dévastateurs, et nous découvrons comment les activités humaines et les technologies affectent le climat d'une manière qui pourrait changer pour toujours la vie sur Terre. En tant que citoyens de ce monde, il est de notre devoir d'alerter l'opinion publique des risques inutiles que nous encourons quotidiennement, et des périls qui s'annoncent si les gouvernements et les sociétés n'agissent pas maintenant pour rendre les armes nucléaires obsolètes et pour empêcher une aggravation du changement climatique."



L'Agence internationale de l'énergie atomique créent un nouveau symbole pour le risque lié aux rayonnements ionisants en 2007. Indication de danger - Tenir à l'écart.

Le problème de parvenir à la fois à satisfaire les besoins énergétiques toujours plus grands à l'échelle nationale et mondiale, tout en réduisant les émissions responsables du changement climatique, ont amené certains gouvernements à se tourner vers l'énergie nucléaire, perçue comme potentiellement salvatrice. Lors d'une récente réunion du Sommet du Forum de Coopération Economique Asie-Pacifique, le Président américain George W. Bush a par exemple insisté sur le fait que « si vous vous préoccupez réellement des gaz responsables de l'effet de serre, alors vous soutiendrez l'énergie nucléaire. Si vous croyez que les gaz responsables de l'effet de serre sont une priorité, comme beaucoup d'entre nous, et si vous prenez au sérieux cette question, comme nous le faisons, alors vous devriez être partisan de l'énergie nucléaire. Après tout, l'énergie nucléaire vous permet de produire de l'électricité sans gaz responsables de l'effet de serre ».

Les Etats-Unis envisagent donc de reprendre la construction de centrales nucléaires après une pause de 30 ans. D'autres pays projettent d'en lancer la construction, la reprendre ou l'intensifier.

Une étude de 2003 du Massachusetts Institute of Technology prévoit que 1000 nouveaux réacteurs nucléaires pourraient être construits dans les 45 prochaines années afin de répondre aux besoins énergétiques sans accroître les émissions responsables du changement climatique.

D'autres études concluent toutefois que l'énergie nucléaire ne peut satisfaire complètement les besoins énergétiques, est excessivement onéreuse, et n'est pas sans émissions de carbone. En outre, elle comporte des risques environnementaux et sécuritaires supplémentaires. Plus important, de nouvelles preuves indiquent que des technologies durables et environnementalement sûres peuvent être développées pour répondre aux besoins énergétiques croissants.

“la quantité de CO2 produite au cours du cycle de vie complet du nucléaire est équivalente à celle que rejette une centrale énergétique au gaz de taille équivalente. ”

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE NE PEUT RÉPONDRE AUX BESOINS ÉNERGÉTIQUES

L'Institut pour la Recherche Énergétique et Environnementale relève que la possibilité que 1000 nouvelles centrales soient construites d'ici 2050, telle que le suppose le MIT, est optimiste étant donné la capacité technique actuelle et future. Même si cela était possible, cela ne ferait qu'accroître la proportion d'énergie mondiale produite par l'énergie nucléaire d'environ 4%. Pour l'IEER, cela ne joue pas en faveur du nucléaire si on compare ce chiffre avec le retour énergétique qui nous pourrions avoir en investissant les mêmes ressources dans le développement de formes alternatives d'énergies durables.

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE EST EXCESSIVEMENT CHÈRE

En 1954, Lewis Strauss, président de la Commission américaine pour l'énergie atomique, a déclaré qu'« il n'est pas présomptueux d'espérer que nos petits-enfants jouiront chez eux d'une énergie électrique trop économique pour être mesurée ». La réalité a en fait été tout autre : l'énergie nucléaire est l'une des formes d'énergie les plus chères. Le coût réel a été caché par de larges subventions gouvernementales, des limites posées à la responsabilité en cas d'accident, et en ne comptabilisant pas les coûts de stockage des déchets et de déclassement des centrales nucléaires dans les coûts structurels. Même sans inclure tous ces coûts, le prix de l'énergie nucléaire au kilowatt/heure est approximativement le double de celui du gaz naturel et a peu de chance de diminuer. Les coûts de l'énergie solaire et éolienne, d'un autre côté, sont maintenant comparables à celui de l'énergie nucléaire et diminuent rapidement grâce à une meilleure efficacité énergétique et des économies d'échelle (produire davantage de turbines éoliennes fait décroître le coût unitaire).

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE LAISSE UNE EMPREINTE AU CARBONE

Il est vrai que la fission de l'uranium enrichi dans le réacteur nucléaire n'émet pas de carbone. Cependant, toutes les autres étapes pour produire de l'énergie nucléaire rejettent du carbone dans l'atmosphère. Cela comprend l'exploitation du yellowcake, le transport du minerai, son concassage, l'extraction de l'uranium, son enrichissement, la cuisson au fourneau de l'oxyde d'uranium, la diffusion de l'uranium dans le zirconium, et la construction de la centrale nucléaire. Dans l'étude Nuclear Power : the Energy Balance, J. W. Storm et P. Smith calculent qu'avec des minerais de haute qualité, la quantité de CO2 produite lors du cycle de vie complet du nucléaire est d'environ la moitié ou le tiers de celle rejetée par une centrale énergétique au gaz de taille équivalente. Pour des minerais de mauvaise qualité (moins de 0,02% de U3O8 par tonne de minerai), la quantité de CO2 produite au cours du cycle de vie complet

du nucléaire est équivalente à celle que rejette une centrale énergétique au gaz de taille équivalente.

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ENTRAÎNE DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SÉCURITAIRES

Les réacteurs nucléaires émettent un niveau incroyablement dangereux de radiation, jusqu'à des centaines de fois plus élevés que les bombes nucléaires tombées sur Hiroshima et Nagasaki. De plus, la réaction nucléaire survient à des pressions et à des températures extraordinairement élevées, tout cela pour transformer de l'eau en vapeur d'eau et faire tourner les turbines. Le physicien Michio Kaku a comparé cela à l'utilisation d'une tronçonneuse pour couper du beurre.

Il est exact que les réacteurs nucléaires subissent des mesures de sécurité strictes. Malgré tout, des accidents peuvent survenir et sont arrivés. L'accident de Tchernobyl a rejeté des millions de curies de radiation dans l'atmosphère, rendant des régions entières inhabitables et causant des milliers de décès. D'autres accidents, comme celui de Sellafield (1957) ou de Three Mile Island (1979), ont émis des quantités plus petites de radiations. Même avec de meilleures procédures de sécurité, le risque qu'un autre accident nucléaire majeur se produise est élevé. En utilisant des chiffres allemands, Henrik Paulitz a établi la probabilité qu'un accident nucléaire grave se produise en Europe à un contre six au cours des 40 prochaines années, c'est-à-dire autant que de sortir un 6 en lançant un dé.

La vulnérabilité des centrales nucléaires à une attaque terroriste est un facteur tout aussi important. Si, au lieu des tours, les terroristes du World Trade Center avaient écrasé leurs avions sur le réacteur nucléaire d'Indian Point, juste au nord de Manhattan, la ville serait devenue inhabitable pour des centaines d'années.



Royaume-Uni éoliennes Maritimes. Photo: Anthony Uptom.



Photo: Greenpeace/Lieze Blanckaert

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ALIMENTE LA BOMBE

Dans un rapport de 1946 remis au Secrétaire d'Etat américain, la Commission pour l'Énergie Atomique avait conclu que « le développement de l'énergie atomique à des fins pacifiques et le développement de l'énergie atomique pour les bombes sont en grande partie interchangeables et interdépendants ». La Commission ajoutait plus loin qu'« aucun système de protection ne pourra être efficace » dans un système international où des pays sont « libres de développer l'énergie atomique et ne font que promettre qu'ils ne l'utiliseront pas pour fabriquer des bombes ».

Les événements qui ont suivi lui ont donné raison. La France a développé ses armes nucléaires dans le cadre d'un programme dans lequel beaucoup de scientifiques n'y voyaient que des fins civiles. L'explosion en Inde d'un engin nucléaire en 1974 découlait d'un programme nucléaire civil.

Frank von Hippel, conseiller du gouvernement américain, souligne que « les programmes d'énergie civile fournissent une couverture idéale ainsi que la formation, la technologie et les matériaux nucléaires pour construire des armes nucléaires ».

Le désir récemment exprimé par les riches pays arabes de développer l'énergie nucléaire suscite des questions sur leurs intentions réelles, et fait craindre une prolifération d'armes nucléaires car celle-ci accompagne toujours la prolifération d'énergie nucléaire.

Plusieurs pays se servent du Traité de Non-Prolifération pour justifier de leur 'droit' de développer l'énergie nucléaire et pour bénéficier de l'assistance des autres Etats et de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique. Cela pourrait changer en ajoutant un protocole au TNP qui remplacerait l'obligation actuelle d'aider à développer l'énergie nucléaire par une obligation d'aider plutôt au développement des énergies renouvelables.

DES SOLUTIONS ALTERNATIVES PEUVENT SATISFAIRE LES BESOINS ÉNERGÉTIQUES MONDIAUX

Le vent, le soleil, la biomasse, l'eau et d'autres sources sûres d'énergie constituent actuellement une petite fraction des sources énergétiques mondiales. Elles pourraient pourtant satisfaire une portion substantielle des besoins énergétiques mondiaux. Henrik Paulitz estime qu'elles pourraient représenter un approvisionnement d'énergie primaire de 580 exajoules d'ici 2050, soit 30% de plus que les besoins énergétiques mondiaux actuels. Une telle production nécessiterait cependant que les gouvernements apportent un soutien à la recherche et développement, comme ils le font actuellement pour l'énergie nucléaire, afin d'améliorer les technologies et les rendre compétitives.

Des pays développent suffisamment de sources d'énergie renouvelables pour à la fois réduire leur consommation d'énergies fossiles et sortir de l'énergie nucléaire. En Allemagne, ce processus s'est révélé très positif, comme l'indique un récent livre de Herman Scheer intitulé Energy Autonomy. Depuis que la loi sur les énergies renouvelables a été adoptée en 2004, le pourcentage de l'électricité dérivée d'énergies renouvelables a augmenté de 12% dans le pays, soit le chiffre prévu pour 2010. 8,5%, soit approximativement 25 000 mégawatts, viennent de 'nouvelles' formes d'énergie renouvelable (c'est-à-dire hors énergie hydraulique).



Graphique par Avenging Angels

“Le soleil, le vent, l'eau, la biomasse, et d'autres énergies renouvelables pourraient représenter un approvisionnement d'énergie primaire de 580 exajoules d'ici 2050.”

L'énergie éolienne en constitue la part la plus importante. En supposant que l'Allemagne voit croître au même rythme annuel les énergies renouvelables au cours des prochaines décennies, sa capacité atteindrait les 48 000 mégawatts en 2015, 78 000 en 2025, 108 000 en 2035, et enfin 178 000 en 2054, dépassant largement les prévisions de la loi sur les énergies renouvelables. De plus, les technologies d'énergie renouvelable, toujours immatures, continueront d'augmenter leur niveau d'efficacité, créant une situation en Allemagne où les énergies nucléaires et fossiles pourraient être complètement remplacées par les énergies renouvelables dans 40 ou 50 ans.

LE RÔLE DES PARLEMENTAIRES

Les parlementaires peuvent promouvoir les technologies d'énergie renouvelable et bloquer le développement de l'énergie nucléaire, et ainsi entraver la prolifération nucléaire, en :

- Encourageant leur gouvernement à renoncer à l'énergie nucléaire et à développer à la place une énergie renouvelable sûre pour l'environnement;
- Soutenant l'initiative du gouvernement allemand de mettre en place une agence internationale de l'énergie renouvelable, ce qui aiderait les pays à développer des énergies renouvelables. voir www.irena.org.
- Soutenant l'adoption d'un protocole additionnel au Traité de Non-Prolifération pour aider les Etats membres à développer des énergies renouvelables;
- Adhérant au Réseau Mondial des Parlementaires pour les Energies Renouvelables (contacter: hermann.scheer@bundestag.de).

Alyn Ware, coordinateur mondial de PNND a contribué à la recherche et la préparation de cet article.

L'accord nucléaire États-Unis-Inde et les réactions parlementaires

Uta Zapf Co-Présidente de PNND. Présidente de la Sous-Commission sur le Désarmement et le Contrôle des Armements au Bundestag



Le président des États-Unis Bush et le Premier ministre indien Manmohan Singh discutent leur accord nucléaire le 2 Mars 2006. Jim Watson / AFP - Getty Images

La décision de négocier un accord de coopération nucléaire entre l'Inde et les États-Unis soulève des questions cruciales concernant l'avenir du régime de contrôle des armes nucléaires et l'avenir de la crédibilité du TNP.

Il y a eu différentes réactions parlementaires en 2006 à cet accord. En tant que Présidente de la Sous-Commission sur le désarmement, le contrôle des armes et la non-prolifération du Parlement allemand, j'ai écrit une lettre aux membres du Congrès des États-Unis afin de les inviter à réfléchir aux conséquences de cet accord. La lettre a été envoyée au PNND et a recueillie plus de 30 signatures de parlementaires d'Europe et d'Afrique, d'Australie, de Nouvelle Zélande, et de membres du Parlement européen.

La lettre faisait état des préoccupations des parlementaires quant au risque de voir cet accord saper le fonctionnement du régime du TNP. Un des risques était de voir l'accord offrir «une assistance nucléaire à l'Inde sans exiger d'elle qu'elle soumette toutes ses installations

nucléaires aux garanties de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique. Il exclura des garanties de nombreuses installations militaires et civiles. Le TNP, de l'autre côté, exige des garanties complètes pour tous les États parties au TNP excepté les cinq États nucléaires 'officiels'. Par conséquent, l'accord «encouragerait l'Inde à rester en dehors du Traité de Non-Prolifération», reconnaissant ainsi tacitement son statut d'État nucléaire.

La permission donnée à l'Inde d'importer des matières fissiles pour la production d'énergie nucléaire permettrait à l'Inde d'utiliser ses ressources limitées pour produire des armes nucléaires, et ainsi accroître son arsenal nucléaire.

La lettre insistait sur la responsabilité des membres du Groupe des Fournisseurs du Nucléaire (NSG).

Des discussions ont eu lieu aux Parlements belge et allemand. Le Parlement belge a adopté une résolution appelant le gouvernement belge à remettre en question l'accord. Le Parlement allemand a été le théâtre d'intenses discussions sur la question. Il n'a cependant pas été possible de parvenir à une résolution commune.

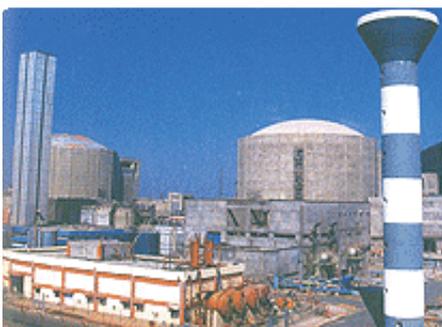
Le journaliste indien J. Sri Raman a été invité à présenter l'accord aux membres du Bundestag. Sri Raman a rapporté les discussions qui s'étaient tenues en Inde, notamment les soucis des universitaires et des militants pacifistes indiens. Le débat en Inde ne voit pas s'affronter le camp des pour face au camp des contre l'accord, mais tourne plutôt

autour de la question de savoir si cet accord oppose des restrictions aux options nucléaires du pays.

La chambre des Représentants et le Sénat des États-Unis ont tout deux approuvé l'accord avec des restrictions. Le 18 décembre, le Président Bush a signé la résolutions du Sénat et celle de la Chambre. Les conditions que posait le Congrès étaient, entre autres, que les matières exportées à l'Inde ne soient pas détournées à des fins non-désirées. L'Inde ne doit pas mener des tests nucléaires et doit travailler activement avec les États-Unis en faveur d'un Traité d'interdiction de la production de matières fissiles (TIPMF) (en anglais Fissile Material Cut-Off Treaty, FMCT). Cependant, d'un point de vue du contrôle des armements, les restrictions sont insuffisantes. Dans le cas du TIPMF, les États-Unis ne sont pas en faveur de mesures de vérification. Le Congrès avait adouci certaines restrictions incluses dans des décisions antérieures.

Le gouvernement indien a réagi négativement à la décision du Congrès et le débat en Inde concernant une perte de souveraineté s'est amplifié. L'ancien Premier Ministre indien Atal Bihari Vajpayee a demandé que l'accord soit soumis au Parlement indien.

Le Groupe des Fournisseurs du Nucléaire doit encore rendre sa décision concernant l'accord, une fois que les négociations entre l'Inde et les États-Unis auront abouti à des résultats définitifs.



Réacteur nucléaire de Tarapur Maharashtra.

La top-modèle Christie Brinkley et les coprésidentes du PNND:

Amplifier les missions morales et opérationnelles des Nations Unies

“Qu’est-ce qu’un mannequin a à voir avec les armes nucléaires ? », a demandé Christie Brinkley en s’exprimant aux Nations Unies le 11 octobre. Mme Brinkley est plus qu’un top-modèle et une icône américaine. Elle est intervenue au cours d’une conférence entièrement féminine organisée par le PNND et Global Security Institute, au côté d’autres personnes engagées, informées et averties.

Parmi les panélistes, se trouvaient l’honorable Marian Hobbs, parlementaire et ancienne Ministre pour le Désarmement en Nouvelle-Zélande, Mme Cora Weiss, une militante de longue date qui encourage fortement l’égalité des sexes aux Nations Unies, et l’Honorable Alexa McDonough, membre chevronnée du Parlement canadien. L’événement, animé par Rhianna Tyson, membre haut placé du GSI, réunissait des femmes travaillant à tous les niveaux pour empêcher un conflit nucléaire.

Un tel panel entièrement féminin est rare aux Nations Unies, d’autant plus qu’il portait sur le désarmement et les questions de sécurité. Cet événement sur l’abolition nucléaire était en outre particulièrement opportun car il se tenait à la veille du 7^e anniversaire de l’adoption de la résolution 1325 par le Conseil de Sécurité; cette résolution appelle à plus grande participation des femmes à tous les niveaux de la prévention du conflit et de la construction de la paix.

Cora Weiss a souligné que la résolution « 1325, si elle était pleinement appliquée, ferait beaucoup pour encourager l’élimination des armes nucléaires (...) car elle appelle les 3 P : la Participation des femmes à tous les niveaux de la gouvernance, la Prévention de la violence et la Protection des femmes de la violence. Le simple fait de posséder des armes nucléaires constitue une violence ».

L’événement a été largement couvert par la télévision et la presse écrite aux Etats-Unis. Il a mis en évidence le rapport entre la sécurité ‘dure’, c’est-à-dire la protection du territoire et l’intégrité de l’Etat, avec la sécurité humaine, c’est-à-dire la protection des droits de l’Homme, l’environnement et la promotion de la paix.

Les relations politiques traditionnelles et les décisions que prennent les dirigeants, majoritairement masculins, opposent souvent la sécurité dure et la sécurité humaine, et les gouvernements doivent parfois faire des compromis au détriment de l’un pour protéger l’autre. Or, et cela se voit avec l’événement du 11 octobre, la sécurité humaine est de plus en plus reconnue comme un précurseur indispensable à la sécurité dure, et non plus comme une rivale.



La top-modèle Christie Brinkley à l’ONU.

Christie Brinkley et Cora Weiss ont toutes deux rappelé comment la compassion pour les enfants et leurs droits à la santé et à l’environnement a été à l’origine de grandes réalisations, comme le Traité d’Interdiction Complète des Essais.

“Il y a quarante-six ans, des femmes se sont réunies à Washington DC pour réfléchir à un moyen de stopper les essais nucléaires atmosphériques », a rappelé Cora. « Les radiations des bombes atomiques retombaient lors des pluies sur les pâturages où les vaches allaient paître. Nous donnions leur lait aux enfants et le strontium 90 ressortait dans les dents de lait. Women Strike for Peace est né et,

“Je suis à peu près sûre que, même avec mes pouvoirs de ‘top-modèle’, je serais pulvérisée et désintégrée avec le reste de la population dans un désastre nucléaire.”

Le top-modèle Christie Brinkley, lors du panel du PNND à l’ONU, le 11 octobre

après avoir passé deux ans à expliquer aux rédacteurs en chef des journaux comment écrire strontium 90, le Président Kennedy a signé ce que j’appelle un demi-traité d’interdiction, bannissant les essais nucléaires atmosphériques ”.

Christie Brinkley a insisté sur le fait qu’éliminer les armes nucléaires était indispensable à la fois pour la sécurité dure et pour la sécurité humaine : « les armes nucléaires ne sont tout simplement pas un moyen de nous mettre en sécurité! Elles sont des armes de terreur. Nous devons absolument nous assurer que personne, que ce soit un pays ou un groupe terroriste, ne les utilise de nouveau! ”



“La Commission Blix propose d’organiser un Sommet Mondial. Il s’agit d’une rencontre entre dirigeants et experts pour coordonner les efforts de désarmement nucléaire, identifier les blocages et appuyer une action progressive. Le Sommet serait aussi un moyen de susciter l’intérêt de l’opinion publique et son engagement. Les questions concernant les armes nucléaires sont complexes et l’opinion publique doit être informée des menaces que ces armes posent, et des tentatives faites par la société civile pour en libérer le monde.”

PNND Co-Présidente Marian Hobbs s’adressant aux Nations Unies.



“Le Canada devrait entraîner avec lui d’autres pays dans un rejet du cadre sécuritaire revendiqué par les Etats-Unis et les autres Etats nucléaires et la réallocation des ressources pour renforcer la sécurité humaine. Les étapes pratiques que nous pourrions prendre aujourd’hui pour parvenir à un monde sans armes nucléaires ont été formulées, et ce dont nous avons besoin maintenant, c’est d’un vrai leadership de la part de mon gouvernement, et des gouvernements des autres Etats non-nucléaires, pour faire de ces idées une réalité.”

PNND Co-Présidente Alexa McDonough s’adressant aux Nations Unies.

Le Désinvestissement Nucléaire

Hallgeir Langeland, membre du Parlement norvégien

Keith Locke, membre du Parlement néo-zélandais

Entre 2004 et 2006, le fond de pension du gouvernement norvégien a retiré des millions de dollars de plusieurs sociétés impliquées dans des activités non-éthiques telles que la production de mines anti-personnels, de sous-munitions, ou d'armes nucléaires. Cela a incité d'autres fonds souverains, comme le fond de pension néo-zélandais (New Zealand Superannuation Fund) à retirer eux aussi leurs fonds, ou du moins à l'envisager. Hallgeir Langeland, Keith Locke et Alyn Ware discutent pourquoi ce genre d'action est important et en quoi il peut permettre de mettre un terme à la course aux armements nucléaires.



Hallgeir Langeland MP



Keith Locke MP

Pourquoi des pays continuent-ils de fabriquer et de déployer des armes nucléaires, alors que dans le même temps, ils font des déclarations solennelles où ils disent accepter des obligations légales pour parvenir au désarmement nucléaire ? Une des principales raisons est qu'il y a beaucoup d'argent à retirer de la course aux armements nucléaires, et ceux qui font de l'argent font aussi pression pour que les programmes se poursuivent.

Les Etats-Unis, par exemple, dépensent annuellement 30 milliards de dollars dans les armes nucléaires et leurs vecteurs de lancement. Des sociétés comme Lockheed Martin, Northrop Grumman, General Dynamics, Boeing, Alliant Techsystems ou Bechtel engrangent des profits élevés grâce aux contrats d'armement nucléaire, et exercent une forte pression pour que cet argent continue de couler. Ainsi, Lockheed Martin dépense entre 5 et 10 millions de dollars par an en lobbying au Congrès américain pour les contrats de défense. Avec un tel poids financier et un tel lobbying, le Congrès américain est très hésitant à refuser les demandes de l'administration américaine de financer les programmes d'armement nucléaire. Cela vaut aussi pour les entreprises d'armement nucléaire français et britannique, quoiqu'à un degré moindre.

Afin de réduire puis stopper le développement d'armes nucléaires, il faut aussi réduire le lobbying pro-nucléaire de ces sociétés, afin que le Congrès ou le Parlement et les gouvernements puissent

réduire le financement des programmes d'armes nucléaires.

Etant donné que ce sont des sociétés publiques qui, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France, réalisent l'essentiel du travail sur les armes nucléaires, il est possible d'agir, par exemple en les boycottant. Dans les années 1980, l'INFACT a mené avec succès un boycott contre General Electric, un des plus gros contractants en armes nucléaires, forçant la

“Les parlementaires ont un rôle essentiel à jouer: ils peuvent encourager leurs gouvernements et leurs fonds souverains à imiter la Norvège par le biais de pétitions, lettres, communiqués de presse, questions au gouvernement ou tout autre moyen.”

société à abandonner ses activités liées aux armes nucléaires.

Cependant, les boycotts de consommateurs ne peuvent être efficaces que si les sociétés produisent aussi de nombreux biens de consommation, ce qui n'est pas le cas pour la plupart des gros contractants d'armes nucléaires. Lockheed Martin, par exemple, est principalement un contractant de la défense et tire 80% de son revenu des contrats de la défense. Comme il ne vend que très peu au public, un boycott n'aurait aucun impact sur lui.

“Comme dit l'adage, l'argent fait la loi.”

Ces sociétés pourraient en revanche être sensibles à une action publique de désengagement financier. En général, les sociétés qui produisent des armes nucléaires aiment que leurs actions soient bien notées. Avec des dépenses en armement qui explosent et des contrats assurés par le gouvernement, en particulier aux Etats-Unis, investir dans le secteur de la défense est très profitable. Ces très bonnes évaluations de leurs actions confèrent à ces sociétés un pouvoir important. En revanche, s'il y avait un gros mouvement boursier sur les actions de ces entreprises, et que les investisseurs retireraient leurs fonds pour investir dans des activités éthiques, ces sociétés seraient encouragées à réduire leur dépendance envers les contrats d'armement nucléaire et à diversifier leurs activités. Comme dit l'adage, l'argent fait la loi.

L'adoption des Principes pour l'Investissement Responsable (UNPRI) des Nations Unies, qui mettent l'accent sur les principes sociaux et environnementaux dans l'investissement, a été un pas positif en ce sens, tout comme le Pacte Mondial des Nations Unies (UN Global Compact), lequel insiste sur les principes écologiques, du travail et des droits humains.

En 2003, sous la pression des parlementaires, des médias et des organisations non-gouvernementales, le fond de pension norvégien a décidé d'appliquer l'UNPRI, le Pacte Mondial des Nations Unies et les principes de l'OCDE sur la gouvernance d'entreprises et les firmes multinationales, concernant son portefeuille d'investissements. Le fond, le plus large fond de pension d'Europe, a établi des principes éthiques pour ses investissements en 2004 et a nommé un Comité Ethique pour émettre des recommandations sur l'application de ces principes.

En 2005, le Comité Ethique s'est réuni pour débattre et a émis des recommandations concernant la production d'armes nucléaires.

Nuclear divestment cont...

Suite à cela, le fond de pension a exclu les sociétés suivantes de son portefeuille et en a retiré ses fonds car elles produisaient des composants pour armes nucléaires:

- BAE Systems Plc, Boeing
- EADS
- EADS Finance B.V.
- Finmeccanica
- Honeywell International
- Northrop Grumman
- Safran
- United Technologies

D'autres sociétés liées aux armes nucléaires comme Lockheed Martin, General Dynamics ou Alliant Techsystems avaient déjà été exclues à cause de leur implication dans la production de mines anti-personnels ou de sous-munitions.

L'exemple norvégien a incité d'autres fonds souverains à revoir leur portefeuille d'investissements pour vérifier leur conformité à l'UNPRI et au Pacte Mondial des Nations Unies.

En Nouvelle-Zélande, des parlementaires et des organisations non-gouvernementales ont approché ensemble le Superannuation Fund pour lui demander de suivre l'exemple norvégien et de retirer ses fonds de sociétés impliquées dans des activités non-éthiques. Le fond a réagi en retirant ses fonds de sociétés impliquées dans la production de mines anti-personnel et dans la pêche à la baleine, deux pratiques interdites en Nouvelle-Zélande. Cependant, le fond a jusqu'à présent résisté à l'appel à retirer ses fonds pour des raisons éthiques de sociétés qui, par exemple, violent les droits de l'Homme en Birmanie ou sont impliquées dans la fabrication de produits liés aux armes nucléaires.

Pacte Mondial des Nations Unies

Droits de l'homme

- Principe 1. Les entreprises sont invitées à *promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme; et*
- Principe 2. A veiller à ce que leurs propres *compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme.*

Droit du travail

- Principe 3. Les entreprises sont invitées à *respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;*
- Principe 4. L'élimination de toutes les formes *de travail forcé ou obligatoire ;*
- Principe 5. L'abolition effective du travail des *enfants ;*
- Principe 6. L'élimination de la discrimination en *matière d'emploi et de profession.*

Environnement

- Principe 7. Les entreprises sont invitées à *appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement ;*
- Principe 8. A entreprendre des initiatives *tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ;*
- Principe 9. A favoriser la mise au point et la *diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.*

Lutte contre la corruption

- Principe 10. Les entreprises sont invitées à *agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.*

www.unglobalcompact.org

Retirer ses fonds pour des raisons éthiques : l'expérience norvégienne

“Au cours de sa première année de vie (2005), le Comité s’est d’abord efforcé d’identifier les sociétés impliquées dans la production d’armes incompatibles avec les Principes. En plus des armes interdites par le droit international, les armes nucléaires et les bombes à sous-munitions furent exclues. En 2006, nous nous sommes davantage intéressés aux droits humains comme le droit du travail, et aux questions écologiques.

Les premières recommandations établissent un précédent sur la façon dont les cas similaires seront traités à l’avenir. Nous avons porté un soin tout particulier à nous assurer que les recommandations soient exhaustives, bien documentées et de bonne qualité, car nous avons pensé que cela aurait un poids sur l’impact à long terme des Principes Éthiques du Fond de pension du gouvernement norvégien - Global. Certaines des recommandations du Comité ont fortement attiré l’attention.

Nous croyons qu’une analyse poussée et les débats approfondis reproduits dans nos recommandations ont contribué à mieux fonder les décisions que d’autres fonds ont prises, mus par des critères éthiques similaires.”

Norway Advisory Council on Ethics, Annual Report, 2006.

Le fait que le Superannuation Fund refuse de retirer ses fonds de sociétés d’armement nucléaire est quelque peu surprenant étant donné que la législation néo-zélandaise interdit toute personne physique ou morale d’aider, inciter ou assister toute personne à fabriquer, acquérir, posséder ou avoir un contrôle quelconque sur des armes nucléaires en Nouvelle-Zélande, et interdit tout agent du gouvernement d’aider, inciter ou assister toute personne à fabriquer, acquérir, posséder ou avoir un contrôle quelconque sur des armes nucléaires partout dans le monde. Aotearoa Lawyers for Peace, une association de juristes, affirme que les investissements du Superannuation Fund dans des sociétés d’armement nucléaire vont à l’encontre de la législation néo-zélandaise. Lors du 20^e anniversaire de l’adoption de la loi anti-nucléaire, le Parti Vert a soumis au Parlement une pétition appelant à ce que le fond du gouvernement cesse d’investir dans des entreprises d’armement nucléaire.

En Norvège, le gouvernement est passé à l’étape suivante et encourage désormais ses collègues à l’OTAN à multiplier les actions en vue d’interdire et d’éliminer les armes nucléaires et les autres armes de destruction massive. Dans sa Déclaration de Soria Moria de 2005, le gouvernement a appelé l’OTAN à revoir sa doctrine nucléaire pour éliminer les armes nucléaires, enterrer les projets de bouclier anti-missile en Europe, et prendre davantage de mesures pour prévenir la dissémination d’armes légères. La déclaration insiste sur la nécessité pour les pays de renforcer la sécurité coopérative et les Nations Unies et dépendre moins de coalitions nucléaires surannées et menaçantes.

Les parlementaires ont un rôle essentiel à jouer : ils peuvent encourager leurs gouvernements et leurs fonds souverains à imiter la Norvège par le biais de pétitions, lettres, communiqués de presse, questions au gouvernement ou tout autre moyen.

POUR PLUS D’INFORMATIONS, LIRE:

Comité Éthique norvégien:
www.etikkradet.no

Betting the Bank on the Bomb
www.greens.org.nz/searchdocs/other10538.html

Corporate Connection: Corporations involved in nuclear weapons manufacture
www.reachingcriticalwill.org/corporate/corporateindex.html

La Stratégie d’investissement éthique du fond pétrolier norvégien et les entreprises d’armement, étude de la FRS : www.frstrategie.org/barreCompetences/DEFind/fond_norvegien.pdf

Les parlementaires et une Convention sur les Armes Nucléaires

Honorable Députée Marian Hobbs, coprésidente du PNND, ancienne ministre du Désarmement néo-zélandaise
Députée Alexa McDonough, coprésidente du PNND, ancienne dirigeante du Nouveau Parti Démocratique canadien
Alyn Ware, principal co-rédacteur du Modèle de Convention sur les Armes Nucléaires

CONVENTION

1. une façon usuelle de faire les choses. Comportement socialement acceptable.
2. un accord entre Etats.

Concise Oxford Dictionary, 10^e édition

La communauté internationale a adopté des accords internationaux prohibant les armes chimiques et biologiques et interdisant aux acteurs non-étatiques d'acquérir, posséder ou utiliser des armes nucléaires. Il s'agit de la Convention sur les Armes Biologiques, la Convention sur les armes Chimiques, et la Convention sur la Suppression du Terrorisme Nucléaire. L'emploi du mot 'convention' sous-entend qu'il s'agit plus que de simples accords: ils sont la codification d'une norme internationale, une indication de ce qu'est et n'est pas un comportement international acceptable, et le développement de mécanismes pour faire appliquer cette norme concernant les armes de destruction massive.

Mais qu'en est-il de la possession, de la menace et de l'emploi d'armes nucléaires par un Etat?

Le terrorisme a été défini comme une menace ou un emploi de la force à l'encontre de civils à des fins politiques. La

Les lauréats du Prix Nobel et l'abolition nucléaire

"L'échec à appréhender la menace nucléaire et à renforcer les obligations juridiques existantes pour travailler à une abolition des armes nucléaires détruit le tissu de la sécurité coopérative. Un monde divisé entre ceux qui ont des armes nucléaires et ceux qui n'en ont pas est fragmenté et instable, un fait sous-estimé par les menaces actuelles de prolifération. Dans un tel environnement, la coopération est impossible. Les pays sont donc incapables de faire face de manière efficace aux menaces réelles que sont la pauvreté, la dégradation écologique et une catastrophe nucléaire."



Alexa McDonough Député et Nancy Covington au Parlement canadien pendant le lancement en commun du livre Assurer Notre Survie (*Securing our Survival*) et la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires.

menace permanente et l'emploi possible d'armes nucléaires par un Etat sont-ils moins terroristes que le même acte commis par un acteur non-étatiques?

En 1996, la Cour Internationale de Justice (CIJ) a affirmé que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires par n'importe qui (un acteur étatique ou non-étatique) est généralement illégal et que les armes nucléaires doivent être éliminées. L'Assemblée Générale des Nations Unies, qui a porté l'affaire des armes nucléaires devant la CIJ, a appelé à son application à travers le commencement de négociations menant à la conclusion rapide d'une Convention sur les Armes Nucléaires. Or, 12 ans plus tard, les principaux Etats nucléaires maintiennent des politiques solides de menace et d'emploi d'armes nucléaires, et refusent d'entamer de telles négociations.

Mais notre préoccupation ne concerne pas seulement les Etats nucléaires. Ce qui fait l'importance d'une norme (une convention) est qu'elle s'applique universellement. Lorsqu'elle est solide, elle est solide pour tout le monde. Lorsqu'elle est faible, elle est faible pour tout le monde. L'érosion de la norme contre les armes nucléaires par les Etats nucléaires a incité à la prolifération. L'argument de l'Inde pour rejoindre le club nucléaire était de contrer le maintien de la d'armes nucléaires par les Etats nucléaires. Et le Pakistan a imité l'Inde. L'argument de la Corée du Nord était de se protéger d'une attaque des Etats-Unis, un pays nucléaire. L'Iran pourrait faire de même.

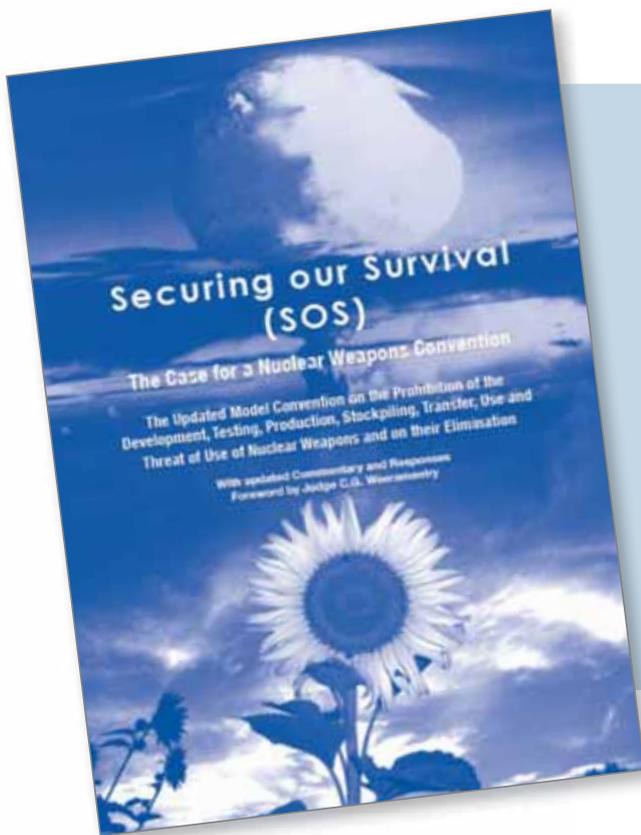
En revanche, une Convention sur les armes nucléaires consoliderait une norme non-nucléaire et mettrait en œuvre des mécanismes capables de lutter contre la prolifération et de réaliser le désarmement nucléaire.

Pour ces raisons, il y a un intérêt croissant et un soutien de tout le spectre politique en faveur de l'abolition des armes nucléaires à travers une Convention sur les armes nucléaires. La prestigieuse Commission sur les Armes de Destruction Massive a recommandé aux Etats d' « [accepter] le principe que les armes nucléaires doivent être mises hors-la-loi, comme le sont les armes biologiques et chimiques, et [d'explorer] des options politiques, juridiques, techniques et procéduriales pour atteindre cet objectif dans un temps raisonnable. »

"Un traité de désarmement nucléaire est réalisable et peut exister à travers des mesures de précaution, sensées et pratiques. Des critères doivent être définis, un accord sur les définitions trouvés, un calendrier établi et accepté, et des accords de transparence trouvés."

Des projets de résolution appelant à une abolition nucléaire et/ou à la réalisation d'une Convention sur les armes nucléaires ont été soumises par des membres du PNND et adoptées au Sénat australien, au Parlement néo-zélandais, au Parlement européen. Des motions d'attention ont également été soumises à la Chambre des Communes britannique et des résolutions au Congrès américain (cf. les newsletters de PNND n°18 et 19 sur www.pnnd.org pour plus de détails).

En Janvier 2007, les leaders conservateurs



Les parlementaires et une Convention sur les armes nucléaires

“Parmi tous les appels dans le monde pour avancer sur le désarmement nucléaire mondial, l'étude -Assurer Notre Survie -Securing our Survival: The Case for a Nuclear Weapons Convention arrive à point nommé. Elle présente un modèle de convention actualisé pour atteindre cet objectif historique. Les parlementaires ont un rôle essentiel à jouer pour promouvoir cet objectif, à travers des efforts non-partisans et collaboratifs, en mobilisant un soutien en faveur du désarmement dans leur circonscription, et enfin au cours du processus de ratification de la Convention. Les bénéficiaires ultimes du désarmement nucléaire sont le peuple, et en tant que représentants du peuple, les parlementaires ont une motivation unique pour en garantir le succès.

L'Ambassadeur Sergio Duarte, Haut Représentant pour le désarmement des Nations Unies.

américains George Schultz (secrétaire d'Etat sous Ronald Reagan) et Henry Kissinger (secrétaire d'Etat sous Richard Nixon) se sont associés aux modérés William Perry (secrétaire à la défense sous Bill Clinton) et Sam Nunn (ancien président de la Commission des services armés du sénat) dans un article paru dans le Wall Street Journal dans lequel ils appelaient à abandonner la dissuasion nucléaire et à prendre la tête d'un mouvement visant à établir un monde sans armes nucléaires.

Et plus récemment, les candidats démocrates Barack Obama et John Edwards ont tout deux promis de prendre des initiatives pour éliminer les armes nucléaires s'ils étaient élus présidents.

Une des questions consiste cependant à savoir si une Convention sur les armes nucléaires est réalisable en pratique ou s'il s'agit d'un simple rêve utopique. Pour y répondre, l'ONG Lawyers' Committee on Nuclear Policy a réuni en 1997 un groupe de juristes, de scientifiques, de diplomates et d'experts en désarmement pour rédiger un modèle de Convention sur les armes nucléaires qui prend en compte les éléments juridiques, techniques et politiques indispensables pour parvenir à un monde sans armes nucléaires. Neuf mois plus tard, le résultat de leurs travaux a circulé aux Nations Unies sous le nom A/C.1/52/7. Un Modèle de Convention révisé a été soumis lors de la Conférence des Etats Partis au Traité de Non-Prolifération en 2007, et publié dans le livre Securing

our Survival: The Case for a Nuclear Weapons Convention.

Le livre concise Oxford Dictionary, 10^e édition

Assurer Notre Survie, Securing our Survival répond aux principales questions : ce que c'est, comment y arriver, pourquoi c'est nécessaire, qui serait impliqué et quand cela pourrait arriver.

Le PNND a co-sponsorisé le lancement du livre dans de nombreuses enceintes parlementaires, comme en Australie, au Canada et en Nouvelle-Zélande, s'attirant le soutien de dirigeants de partis politiques de tout le spectre politique, allant des conservateurs comme les anciens Premiers ministres Malcolm Fraser (Australie) et Jim Bolger (Nouvelle-Zélande), aux lauréats du Prix Nobel comme Mairead Macguire, en passant par le Haut Représentant des Nations Unies pour le Désarmement, Sergio Duarte, des dirigeants militaires comme Romeo Dallaire, ancien commandant des forces onusiennes au Rwanda, ou encore des parlementaires et des dirigeants de la société civile comme le maire d'Hiroshima, M. Akiba.

D'autres occasions se présenteront pour promouvoir la Convention sur les armes nucléaires : la Conférence des Etats parties au TNP en 2009 à partir du brouillon du Modèle de Convention soumise en 2007, et la 63^e session de l'Assemblée Générale

des Nations Unies en octobre, 2008, où il y aura de nouveau un vote pour commencer des négociations sur une Convention sur les armes nucléaires. Les parlementaires de tous les pays pourraient encourager leur gouvernement à soutenir ces deux initiatives.

Plus d'informations dans les newsletters de PNND n°18 et n°19 sur www.pnnd.org.



L'honorable Marian Hobbs prenant la parole au parlement néo-zélandais au lancement de SOS.

Les Parlementaires célèbrent les 20 ans de la zone dénucléarisée

Honorable Nick Smith, Président de PNND Nouvelle Zélande. Kaspar Beech, Assistant coordinateur de PNND

Le 12 juin 2007, PNND Nouvelle Zélande a célébré le 20^e anniversaire de la loi de 1987 sur la Zone dénucléarisée en Nouvelle-Zélande, le désarmement et le contrôle des armes. La Section néo-zélandaise a pris les membres du Parlement en photos. Puis le Ministre pour le Désarmement et le Contrôle des Armements, M. Phil Goff, a organisé un débat à la Chambre, conclu par l'adoption à l'unanimité d'une résolution parlementaire introduite par le gouvernement.

Les parlementaires ont acheté des T-shirts et des broches portant l'inscription « sans armes nucléaires » à M. Tim Barnett, membre du PNND, et les ont arborés toute la journée. Dans son intervention précédant le débat, prononcé sur les marches du Parlement, M. le Ministre Goff a insisté sur l'impératif d'aller au-delà de la simple non-prolifération et de travailler au désarmement nucléaire complet.

La résolution parlementaire appelle à « un engagement sans équivoque des Etats dotés de l'arme nucléaire [...] vers l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires ».

Elle appelle aussi à « l'expansion et [au] renforcement des zones sans armes nucléaires et à un Hémisphère Sud dénucléarisé, et à l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction de la production des matières fissiles », et enfin à « l'application universelle des instruments de non-prolifération tels que la Convention Internationale pour la Suppression des Actes de Terrorisme Nucléaire et la Résolution 1540 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ».

Dans son discours d'ouverture, le Ministre Goff a rappelé l'opposition initiale de la Nouvelle-Zélande aux armes nucléaires en 1949, lorsque le Premier Ministre Walter Nash s'est désolidarisé de ses partenaires de l'alliance aux Nations Unies pour soutenir un traité international bannissant les essais nucléaires.

M. le Ministre Goff a rappelé aussi les commentaires qu'avait fait le Premier Ministre David Lange lors de l'introduction de la législation en 1987: cela représentait pour lui « une réévaluation fondamentale de ce qui constitue notre sécurité », étant d'avis que les armes nucléaires ne garantissaient pas la sécurité de la Nouvelle-Zélande mais y étaient préjudiciables.

Le Ministre a appelé la Nouvelle-Zélande à continuer à se faire le porte-parole d'une forte expression en faveur du désarmement nucléaire et contre la prolifération, soulignant qu'il reste 27 000 armes nucléaires, chacune ayant entre « huit et quarante fois la puissance des bombes qui ont dévasté Hiroshima et Nagasaki en 1945 ».

Selon le Ministre, « la législation anti-nucléaire en est venue à non seulement incarner notre forte opposition aux armes de destruction massive, mais aussi à représenter l'affirmation de notre droit de promouvoir ce en quoi nous croyons fermement, sans avoir besoin de rechercher d'abord l'entente avec des alliés ou des amis plus puissants. »

Le principal parti d'opposition a avalisé la motion et a réaffirmé son soutien à la position internationale indépendante de la Nouvelle-Zélande ainsi qu'à la législation de zone sans

armes nucléaires. Le Ministre des Affaires Etrangères Murray McCully du cabinet fantôme a applaudi aux actions réalisées jusqu'à présent en faveur du désarmement nucléaire et a averti le danger nucléaire avait « changé de visage », ne relevant désormais plus de la confrontation comme pendant la guerre froide, mais plutôt de la prolifération horizontale chez des Etats instables. McCully a allégué que le prix que la Nouvelle-Zélande a payé pour la législation a été l'effondrement de l'alliance militaire entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis (ANZUS, Australia New Zealand United States), et le fait que la Nouvelle-Zélande ne participe donc pas aux exercices militaires, et ne bénéficie ni du partage de renseignement de défense, ni de l'accord de libre échange avec les Etats-Unis.

Le Secrétaire du PNND, M. Keith Locke, a noté que, après avoir adopté cette législation et rejeté les navires dotés d'armes nucléaires de ses ports, la Nouvelle-Zélande est devenue une puissance mondiale au sens de force morale. M. Locke a souligné le travail positif que la Nouvelle-Zélande a accompli avec les partenaires de la Coalition du Nouvel Agenda, mais a ajouté que la Nouvelle-Zélande devrait faire encore davantage pour promouvoir des négociations en faveur d'une Convention sur les Armes Nucléaires. Selon lui, nous devrions jouer encore le rôle de « la souris qui rugit », comme nous l'avions fait en 1987.

Autre intervenante, Jeannette Fitzsimons (co-dirigeante du parti Vert), membre du PNND, a saisi l'occasion pour remercier et féliciter tous les citoyens ordinaires qui ont fait de la législation une réalité, et a rappelé à la Chambre que le projet de loi a également fait de la Nouvelle-Zélande une zone sans propulsion ou énergie nucléaire.

Hone Harawira (parti maori), membre du PNND, a souligné le rôle éminent que les Maoris ont joué dans la campagne, le travail des organisations internationales comme Greenpeace, et l'opposition dans les années 1980 de certains membres du Parlement au souhait de leur parti en votant en leur âme et conscience contre les armes nucléaires.

Peter Dunne (dirigeant de United Future) a appelé à une politique plus active, relevant que « oui, c'est formidable de se réjouir, avec une pointe de nostalgie, {...} mais aujourd'hui, le plus important est vraiment de rappeler ce que nous sommes en train de faire à



La Premier Ministre Helen Clark célèbre le 20^e anniversaire de la législation anti-nucléaire de la Nouvelle-Zélande avec les membres du PNND Trevor Mallard (Ministre de l'Environnement), Margaret Wilson (Présidente de la Chambre) et Michael Cullen (Vice-Premier Ministre).

propos de ces Etats qui font toujours partie du club nucléaire". M. le Ministre Dunne a invité la Nouvelle-Zélande à abandonner son hésitation à 'exporter' sa politique " sans nucléaire ». « Nous devons activement travailler à responsabiliser les autres pays au sujet de l'acquisition, la maintenance et la modernisation de leurs arsenaux nucléaires. »

Jim Anderton (dirigeant du parti progressiste), membre du PNND, a déclaré que la Nouvelle-Zélande doit continuer à inspirer les pays dans le monde, comme elle a fait en 1987, décrivant ce moment comme « la contribution la plus précieuse que la Nouvelle-Zélande peut apporter à la construction d'un monde plus pacifique ».

Keith Locke a conclu le débat en introduisant au parlement le Modèle de Convention sur les Armes Nucléaires et l'article de George Shultz, William Perry, Henry Kissinger et Sam Nunn, « A world Free of Nuclear Weapons », paru dans le Wall Street Journal.



Parlementaires néo-zélandais de tout le spectre politique commémore le 20^e anniversaire de la législation anti-nucléaire de la Nouvelle-Zélande.

Dernières étapes pour faire de l'Afrique un Zone dénucléarisée

Dr. Raphael Chegeni, membre du Conseil Mondial du PNND, vice-secrétaire Général du Forum Amani.

Kaspar Beech, assistant du Coordinateur Mondial du PNND



Dr Raphael Chegeni MP

L'honorable Raphael Chegeni (Tanzanie) et l'honorable David Coltart (Zimbabwe), membres du Conseil Mondial du PNND, et la section néo-zélandaise de PNND (présidée par Honorable Nick Smith) ont récemment écrit à tous les gouvernements africains qui n'ont pas encore ratifié le Traité de Pelindaba, qui établit une zone dénucléarisée en Afrique, afin de les encourager à le faire.

Le Traité de Pelindaba est ouvert à signature depuis 1996 et a été signé par 51 des 53 Etats africains. Toutefois, seulement 23 de ces Etats l'ont ratifié à ce jour, alors que 28 ratifications sont nécessaires pour que le traité entre en vigueur. Le traité sera alors pleinement opérationnel et permettra à l'Afrique de rejoindre les autres zones (Pacifique, Asie du Sud-est, Antarctique, Amérique Latine et Caraïbes) pour former une Zone de l'Hémisphère Sud et des zones adjacentes exemptes d'armes nucléaires.

L'Afrique a commencé à se préoccuper des armes nucléaires à cause des tensions de la Guerre Froide, des essais nucléaires atmosphériques des Etats nucléaires, comme ceux de la France en Algérie, et du programme d'armement nucléaire sud-africain sous le régime de l'apartheid. Il a fallu la fin de la Guerre Froide et du gouvernement d'apartheid pour apercevoir des ouvertures pour un traité. L'élément catalyseur a été la fermeture de l'usine d'armements nucléaires de Pelindaba (d'où le traité tire son nom) par le gouvernement sud-africain post-apartheid. Il a détruit toutes les installations d'armement nucléaires et a adhéré à l'initiative d'une zone dénucléarisée en Afrique.

En réponse à la lettre commune du PNND, des Etats ont déclaré qu'ils venaient juste de ratifier le traité ou étaient sur le point de le faire, et des parlementaires ont exprimé leur intérêt pour la question et ont adhéré au PNND.

Dans beaucoup d'Etats toutefois, l'interdiction des essais nucléaires, l'interruption des programmes d'armement en Afrique du Sud et en Libye, et l'existence de questions plus pressantes pour des Etat

en développement ont fait disparaître la question des armes nucléaires de l'ordre du jour de la plupart des décideurs politiques. Mais d'autres menaces nucléaires émergent en Afrique. Les coupures de courant suscitent l'intérêt pour l'énergie nucléaire et il devient maintenant viable d'explorer et d'extraire davantage d'uranium étant donné l'augmentation du prix du minerai. Cela alimente les risques de prolifération et donnerait aux terroristes l'occasion de viser des installations nucléaires.

Jusqu'à son entrée en vigueur, le traité n'est ni contraignant ni légalement applicable. Cela vaut aussi pour les protocoles en vertu desquels les Etats nucléaires s'engagent à ne pas déployer, menacer ou utiliser des armes nucléaires dans la région. Ainsi l'Afrique reste-t-elle vulnérable à la prolifération et à la menace de tensions alimentées par le nucléaire qui gagneraient le continent. L'entrée en vigueur du traité permettrait aussi à la Commission Africaine sur l'Energie Nucléaire, créée par le traité, d'être établie, et de constituer un forum pour faire avancer la collaboration régionale sur des mesures de sauvegarde de matières fissiles et pour lutter contre la prolifération. La ratification du Traité reste donc impérative.

Basé au Zimbabwe, Kaspar Beech, assistant du Coordinateur Mondial de PNND, s'est rendu avec le soutien de l'honorable David Coltart (Zimbabwe) et de l'honorable Raphael Chegeni (Tanzanie), membres du Conseil Mondial du PNND, dans cinq capitales de l'Afrique australe pour y rencontrer des parlementaires, des ministres, des responsables et des représentants de

la société civile pour discuter avec eux de la question. L'Angola, le Burundi, le Malawi, le Mozambique, la Namibie et la Zambie ont déclaré qu'ils entameraient des démarches pour ratifier cette année le Traité de Pelindaba.

Pour profiter de cette dynamique, nous encourageons tous les membres du PNND à soulever la question auprès de leurs homologues africains. Ce n'est pas une question qui demande d'engagements financiers ou un capital diplomatique : elle doit seulement être rappelée aux parlementaires africains et mise à l'ordre du jour des Etats africains.

Une fois que le Traité sera ratifié, le continent africain sera plus sûr et davantage protégé de la prolifération, et cela renforcera l'impérieuse nécessité d'avoir des zones exemptes d'armes nucléaires, notamment dans les régions voisines comme le Moyen-Orient et l'Europe. Une Zone dénucléarisée en Afrique peut aussi jouer le rôle de tremplin vers un monde sans armes nucléaires.

Mise à jour: Le 26 Mars, 2008: PNND membre Eduardo Namburete mene le parlement de Mozambique avec davantage de succès pour ratifier le Traité de Pelindaba.



L'Hon. Eduardo Namburete (MP): Ministre des affaires étrangères de l'Opposition avec Kaspar Beech, Assistant Coordinateur mondial du PNND à Maputo, au Mozambique.

Une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient – de la pure rhétorique à l'action



Dov Khenin, membre de la Knesset et du Conseil du PNND (assisté d'Alyn Ware, coordinateur mondial du PNND)

Le Moyen-Orient est une région turbulente et divisée, où les violences, les injustices passées et présentes, les conflits et la peur ajoutent au sentiment de violence. Cet environnement est un terrain fertile au développement d'armes de destruction massive (nucléaires, chimiques et biologiques), perçues comme des éléments à même de dissuader d'une guerre alors que, en réalité, elles accroissent le sentiment d'insécurité chez ceux que ces armes menacent.

Dans un tel contexte, l'idée d'une zone exempte d'armes nucléaires est-elle une chimère ou peut-elle réellement voir le jour?

Tous les Etats de la région, ainsi que la communauté internationale au plus haut niveau politique, ont maintes fois exprimé leur souhait de parvenir à une zone sans armes nucléaires au Moyen-Orient, et plus généralement à un zone sans armes de destruction massive (ADM).

Depuis 1974, par exemple, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté des résolutions en faveur d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient. Ces résolutions sont soutenues par tous les Etats de la région, y compris chez ceux qui

possédaient formellement des programmes nucléaires militaires (Libye et Irak), ceux qui pourraient aspirer à développer ces programmes, et chez Israël, qui aurait déjà développé des armes nucléaires.

En 1990, le Président égyptien Mubarak a proposé que le Moyen-Orient devienne une zone sans armes de destruction massive. L'année suivante, le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté une résolution approuvant l'idée d'une zone dénucléarisée et d'une zone sans armes de destruction massive. Enfin, les Etats parties au Traité de Non-Prolifération ont adopté en 1995 une résolution approuvant l'idée d'une zone sans armes de destruction massive.

En dépit de cette rhétorique, le Moyen-Orient reste la région avec la plus grande concentration d'Etats qui ne font pas partie d'un ou de plusieurs traités d'ADM (la Convention sur les Armes Biologiques, la Convention sur les Armes Chimiques, et le Traité de Non-Prolifération). En réalité, la plupart des pays de la région ont des programmes de recherche et développement en ADM sous une forme ou une autre.

Jusqu'à très récemment, le niveau élevé de tensions politiques et les points de vue très polarisés ont empêché tout progrès. Israël, par exemple, soutient l'idée d'une zone dénucléarisée mais affirme que cette idée ne pourra progresser qu'une fois qu'il y aura la paix et que les relations seront normalisées. Beaucoup d'Etats arabes, d'un autre côté, se sentent menacés par les armes nucléaires israéliennes et pensent qu'on ne pourra parvenir à la paix et à la normalisation que si cette menace nucléaire est éliminée.

La Ligue Arabe a fait une première tentative au début des années 1990 pour lancer un projet de traité à travers le Processus de Madrid – une série de consultations entre les pays du Moyen-Orient sur les questions de paix et de sécurité. Mais l'échec de ce Processus a fait retomber l'élan.

Les récents événements laissent cependant présager un renouveau d'intérêt pour la question. Une des raisons en est qu'Israël et les Etats arabes partagent la même inquiétude concernant le cycle de combustion nucléaire iranien, et cherchent un moyen d'empêcher l'Iran de développer une capacité nucléaire militaire. Une deuxième est le marché noir nucléaire, qui constitue une source de préoccupation croissante, et la surprise de voir jusqu'où la Libye avait pu aller avant de volontairement abandonner son programme d'armement nucléaire.



Installation nucléaire de Dimona.

ISRAËL PRÊT À ENVISAGER UNE ZONE DÉNUCLÉARISÉE AU MOYEN-ORIENT ?

“C'est la première fois qu'Israël, au niveau du Premier Ministre, se dit prêt à envisager l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient .”

Mohamed El Baradei, Secrétaire Général de l'AIEA, 27 juillet 2004

UNE ZONE DÉNUCLÉARISÉE DANS LE GOLFE COMME TREMPIN VERS UNE ZONE AU MOYEN-ORIENT

“Un accord de cette sorte peut conduire à un accord plus large impliquant tous les pays arabes et non-arabes du Moyen-Orient .”

Abdul Rahman Al Attiya, Secrétaire Général du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), présentant l'idée d'établir une zone sans armes nucléaires ni armes de destruction massive, décembre 2005



Greenpeace visites Israël pour promouvoir un Moyen-Orient dénucléarisée. Photo: Greenpeace / Chen Léopold.

LE RENOUVEAU DE L'INTÉRÊT SE MANIFESTE À TRAVERS :

- la proposition du gouvernement israélien, soumise lors de la visite du Secrétaire Général de l'AIEA Mohamed El Baradei, en 2004, d'établir un forum pour étudier comment les autres régions sont parvenues à établir des zones dénucléarisées ;
- la proposition, en décembre 2005, d'Abdul Rahman Al Attiya, Secrétaire Général du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), que le CCG établisse une zone sans armes nucléaires ni armes de destruction massive pour servir de tremplin vers une Zone au Moyen-Orient, et les deux réunions que le Centre de Recherche du Golfe a suivi en mai 2006 et au cours desquelles des responsables et des experts techniques des Etats du Golfe ont rédigé un modèle de traité établissant cette zone ;
- un projet de résolution que j'ai présenté en 2006 à la Knesset (Parlement israélien) appelant à fermer le réacteur nucléaire de Dimona pour asseoir la confiance et s'acheminer vers une Zone dénucléarisée au Moyen-Orient ;
- la déclaration en 2007 d'Hans Blix, ancien président exécutif de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies pour l'Iraq (COCOVINU), que la sécurité au Moyen-Orient serait meilleure si Israël et l'Iran arrêtaient tous deux leur cycle de combustion nucléaire respectif. Cette recommandation a reçu une publicité considérable dans les médias au Moyen-Orient, y compris en Israël ;
- la proposition de Greenpeace d'établir une zone dénucléarisée au Moyen-Orient, qui a aussi bénéficié d'une plus grande attention médiatique grâce aux visites de leur vaisseau amiral Rainbow Warrior en Egypte, en Israël et en Iran début 2007.

Les parlementaires de la région peuvent jouer un rôle important en encourageant une zone dénucléarisée au Moyen-Orient et une zone sans armes de destruction massive. Pour cela, ils peuvent :

- soumettre des propositions à débat parlementaire,
- favoriser l'instauration de contrôles régionaux quant au développement d'installations liées au cycle du combustible nucléaire,
- encourager la reprise du Processus de Madrid et des discussions en son sein sur les contrôles d'ADM,
- encourager la ratification des traités pertinents : la Convention sur les Armes Chimiques, la Convention sur les Armes Biologiques, et le Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires.

Le Moyen-Orient est peut-être une région volatile et en proie à la violence. Mais c'est aussi une région de contact, de communication, de cohabitation, de coopération et de collaboration historiques entre les religions et les civilisations. Nous pouvons puiser dans ces expériences historiques pour jeter des ponts au-delà des animosités et des désaccords afin d'atteindre l'objectif commun d'un Moyen-Orient plus sûr sans ADM.



Le phare de Greenpeace Rainbow Warrior visites Egypte pour promouvoir un Moyen-Orient libre des nucléaires.

Protéger les pôles d'un conflit nucléaire?

Il est temps de faire de l'Arctique une zone exempte d'armes nucléaires!

Alexa McDonough, Députée, Présidente du PNND Canada. Alyn Ware, Coordinateur Mondial du PNND



L'Arctique au coucher du soleil, photo de Ken Tape

L'Antarctique (le pôle sud) est devenue une zone exempte d'armes nucléaires en 1959 dans le cadre du Traité de l'Antarctique. Depuis, les zones dénucléarisées se sont répandues jusqu'à englober la majorité de l'hémisphère sud. L'hémisphère nord est aussi touchée par cette tendance: des zones dénucléarisées se sont créées en Asie Centrale et en Mongolie, et sont proposées en Asie du Nord-Est, en Europe Centrale et au Moyen-Orient. Le changement climatique désenclave aujourd'hui la région arctique, ce qui pourrait exacerber la concurrence pour les ressources naturelles, les disputes territoriales, et la militarisation de la région. Peut-être serait-il temps alors d'instaurer une zone dénucléarisée arctique similaire à celle recouvrant l'Antarctique, et affranchir ainsi le pôle nord et le pôle sud des armes nucléaires et construire un environnement sécuritaire plus coopératif dans le nord.

L'ARCTIQUE, UN ENVIRONNEMENT CHANGEANT

En octobre 2007, le National Snow and Ice Data Center a montré que la glace arctique a fondu pour atteindre son plus bas niveau depuis les premières mesures satellitaires en 1979. Il devrait bientôt être possible d'ouvrir une navigation commerciale à travers les eaux arctiques et d'accéder désormais aux ressources des fonds marins.

La porte sera alors ouverte à de multiples prétentions juridiques et contre-réclamations concernant les droits de transit et la propriété sur les précieuses ressources des fonds marins. Ces questions vont très certainement faire l'objet de disputes de plus en plus sérieuses conduisant à une plus grande militarisation de la zone, voire même au déclenchement d'un conflit armé.

Pour donner un exemple, en août dernier, l'équipage d'un sous-marin russe a déposé son drapeau national sur le fond marin près du pôle Nord, prétendant qu'il fait partie du plateau continental russe. Le Ministre canadien des Affaires Etrangères, Peter

MacKay, le leur a sérieusement reproché " Nous ne sommes plus au 15e siècle. On ne peut pas aller n'importe où dans le monde, planter des drapeaux et proclamer que ce territoire nous appartient". Le Premier Ministre canadien, Stephen Harper, a annoncé quelques jours plus tard que le Canada projetait de construire deux nouvelles installations militaires dans la région arctique adjacente à la route maritime du passage du nord-ouest.

Un large éventail de questions environnementales pourraient être à l'origine de tensions et de conflits dans la région: les sous-marins nucléaires russes déclassés et sabordés dans la zone (avec leurs réacteurs nucléaires embarqués) peuvent entraîner une contamination environnementale, le changement climatique peut faire courir des risques aux habitats et aux terrains de chasse des peuples indigènes arctiques, et des marées noires peuvent survenir suite à des accidents de navigation si le passage du Nord-Ouest s'ouvre.



LES TENSIONS ET LES DÉPLOIEMENTS NUCLÉAIRES

Les Etats-Unis et la Russie déploient actuellement des armes nucléaires sur des sous-marins stratégiques transitant par les eaux arctiques. En outre, la Russie maintient des bases navales stratégiques dans la région. Cela crée des tensions entre ces deux puissances nucléaires. Depuis la fin de la guerre froide, de telles tensions se sont émoussées, particulièrement depuis le retrait par les deux puissances des armes nucléaires tactiques des sous-marins d'attaque et des bâtiments de surface. Cependant, les tensions pourraient s'aggraver si la fonte des calottes glaciaires conduit à un plus grand déploiement de sous-marins, ou si les Etats-Unis continuent de déployer leur bouclier anti-missile (Ballistic Missile Defences), notamment des missiles ou des installations de soutien dans les territoires des alliés arctiques comme le Canada ou le Danemark.

NÉGOCIER UNE ZONE DÉNUCLÉARISÉE POUR CONSTRUIRE UNE SÉCURITÉ COOPÉRATIVE

Certains de ces conflits émergents pourraient se résoudre dans des forums qui existent déjà, comme le Tribunal

international du Droit de la Mer, la Cour Internationale de Justice ou le Forum Arctique. Cependant, aucun de ces forums n'est conçu pour traiter des questions de sécurité d'une manière coopérative. Le Tribunal international du Droit de la Mer et la CIJ sont des forums pour dire le droit, et non pour négocier, tandis que le Forum Arctique traite d'abord des questions environnementales et d'habitat. Comme cela s'est produit pour le Traité de l'Antarctique, les négociations pour une zone dénucléarisée en Arctique pourraient donner naissance à un forum où des questions plus larges de sécurité pourraient être abordées. L'établissement d'une zone dénucléarisée arctique serait au minimum une mesure de construction de la confiance qui pourrait aider à promouvoir la paix et la sécurité dans la région.

QUEL TYPE DE ZONE DÉNUCLÉARISÉE?

Les zones dénucléarisées sont diverses. Elles sont négociées et conçues pour s'adapter aux conditions géopolitiques propres à la région.. Les zones en Amérique Latine, dans le Pacifique sud, l'Afrique, l'Asie du Sud-Est et l'Asie Centrale interdisent la possession d'armes nucléaires par les Etats parties (tous des Etats non-nucléaires) et le déploiement d'armes nucléaires sur les territoires couverts par la zone. Ils contiennent aussi des protocoles que les Etats nucléaires doivent signer, où ils attestent qu'ils respecteront les zones en ne déployant pas d'armes nucléaires sur les territoires des Etats parties, et en n'utilisant pas et en ne menaçant pas d'employer des armes nucléaires contre ces zones.

Le Traité de l'Antarctique n'interdit pas la possession d'armes nucléaires par les Etats parties car certains d'entre eux sont des Etats nucléaires. Cependant, il interdit le déploiement d'armes nucléaires en Antarctique et toute mesure de nature militaire, comme l'établissement de bases et de fortifications militaires, la réalisation de manœuvres militaires, et l'essai de tout type d'arme en Antarctique.

Une zone dénucléarisée en Arctique pourrait théoriquement suivre le modèle du Traité sur l'Antarctique. Dans ce cas, tous les Etats de la région seraient parties au traité, c'est-à-dire la Russie, les Etats-Unis, le Canada, la Norvège, le Danemark, l'Islande, la Suède et la Finlande, et les armes nucléaires seraient interdites sur tous les territoires du Cercle Arctique.

Il est néanmoins très improbable que la Russie ou les Etats-Unis acceptent de signer un tel traité, puisqu'il les obligerait à fermer leurs bases nucléaires navales dans la région, à renoncer à la possibilité

de déployer des armes nucléaires sur une partie de leur territoire, et contraindrait les Etats-Unis à s'ouvrir à une inspection intrusive concernant les déploiements de missiles balistiques prévus en Alaska. Même si aucun des deux pays n'a l'intention d'y déployer des armes nucléaires, ils n'apprécieraient pas ce précédent, perçu comme une intrusion sur leur souveraineté.

Une approche plus réaliste consisterait à s'inspirer d'une des cinq zones régionales: les Etats non-nucléaires de la région, (le Danemark, le Canada, la Finlande, la Norvège et l'Islande) négocieraient un traité interdisant les armes nucléaires sur leur territoire. Le traité comporterait des protocoles où les Etats nucléaires accepteraient de ne pas déployer d'armes nucléaires sur ces territoires, chose qu'ils font déjà, et de ne pas menacer ou d'employer d'armes nucléaires contre les Etats parties au traité.

L'avantage de ce modèle est qu'il peut être établi même sans l'accord de la Russie, des Etats-Unis ou de toute autre Etat nucléaire. Cela s'est déjà produit avec de nombreux autres traités de zones dénucléarisées régionales. Il a souvent fallu du temps après l'établissement de ces zones pour persuader les Etats nucléaires de signer les protocoles.

Le traité pourrait aussi comporter un protocole demandant aux Etats nucléaires de ne pas déployer, ni menacer, ni employer des armes nucléaires sur la zone arctique en entier. Même si les Etats nucléaires ne signeront sans doute pas un tel protocole



à court terme, il traduirait une aspiration politique et légale en faveur d'une zone dénucléarisée complète en Arctique, ce qui créerait une pression en faveur du désarmement nucléaire.

Un troisième modèle possible, proposé par Pugwash Canada, est une zone dénucléarisée limitée interdisant le transit d'armes nucléaires par le passage du nord-ouest. Selon Pugwash, il sera toujours impossible pour les sous-marins stratégiques de naviguer dans le passage du nord-ouest, même si la calotte glaciaire continue de fondre, et donc les Etats nucléaires pourraient accepter une telle

interdiction. Toutefois, il est peu probable que les Etats nucléaires s'imposent un tel précédent, car il pourrait être utilisé par d'autres zones dénucléarisées régionales pour interdire le passage de navires nucléaires à travers leurs eaux territoriales ou leur ZEE. Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, par exemple, refusent de signer les protocoles de la zone dénucléarisée en Asie du Sud-Est pour cette raison

L'ACTION PARLEMENTAIRE

Contrairement aux propositions pour une zone dénucléarisée au Moyen-Orient, en Asie du Nord-Est et en Europe Centrale, la proposition pour une zone dénucléarisée arctique est toute récente et n'a pas été explorée en détails par les gouvernements, les universitaires ou les ONG. Par conséquent, les parlementaires pourraient commencer par encourager cette proposition ou initier des études ou des enquêtes sur le sujet. Etant donné les conditions géopolitiques changeantes et difficiles de l'Arctique, ces études et ces enquêtes nécessitent une large expertise. On pourrait par exemple tirer les leçons de l'établissement de zones dénucléarisées dans d'autres régions, car elles ont toutes eu à surmonter des obstacles politiques pour voir le jour.

Les parlementaires et une zone dénucléarisée en Europe Centrale *(Auteurs énumérés à la fin de l'article)*

T'instaurer des zones dénucléarisées est un moyen efficace pour empêcher la prolifération nucléaire et diminuer la probabilité d'emploi d'armes nucléaires. C'est aussi une mesure de construction de la confiance pour parvenir à un monde sans armes nucléaires. En établir une en Europe Centrale accroîtrait la sécurité européenne et constituerait en outre une base solide en Europe pour encourager et faciliter l'établissement d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient. De plus, cela renforcerait la norme sociale contre les armes nucléaires et restreindrait leur liberté de mouvement et de déploiement.

Plusieurs organisations gouvernementales et non-gouvernementales ont émis pendant la Guerre Froide un certain nombre de propositions pour établir une zone dénucléarisée en Europe, mais les tensions inhérentes à la Guerre Froide en ont empêché la réalisation.

Le changement d'environnement politique offre désormais une chance unique d'institutionnaliser une zone dénucléarisée au cœur de l'Europe, d'autant plus que

de nombreux pays de la région sont de facto sans armes nucléaires : les Etats Scandinaves (la Finlande, la Suède, la Norvège, le Danemark), les Etats baltes, la Biélorussie, l'Ukraine, la Slovaquie, la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, l'Albanie, la Roumanie et la Bulgarie, mais aussi d'autres pays d'Europe Centrale et du Sud comme la Suisse, l'Autriche, le Luxembourg, le Liechtenstein, Saint Marin, Andorre, le Portugal, l'Espagne et la Grèce.

La majorité des populations de ces pays ne souhaite pas voir les armes nucléaires se répandre sur leur territoire ou sur celui de leurs voisins. Ils veulent au contraire stabiliser et codifier l'absence d'armes nucléaires afin qu'elle ne soit pas renversée, et obtenir ainsi des garanties des Etats nucléaires que les armes nucléaires ne seront pas utilisées contre eux. Une zone dénucléarisée en Europe Centrale, telle qu'elle est généralement conçue, répondrait adéquatement à ces aspirations.

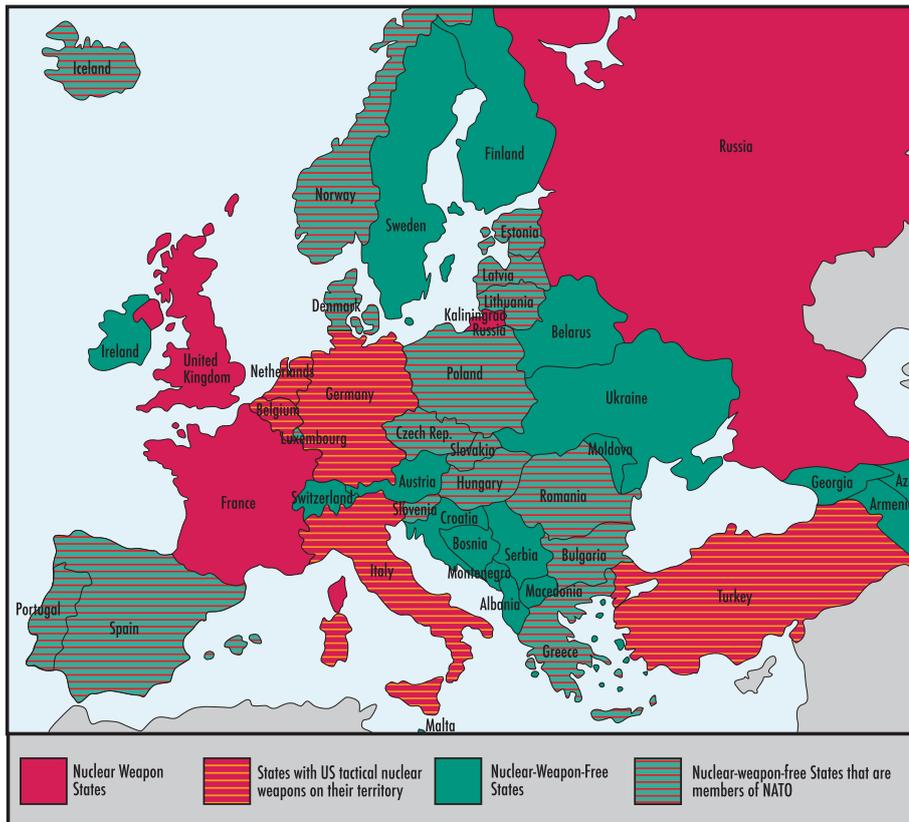
En outre, cela viendrait renforcer les efforts visant à empêcher la prolifération

et le terrorisme nucléaires, notamment le transit d'armes nucléaires et les aspects de prolifération liés au cycle du combustible.

Le fait que certains de ces pays soient membres de l'OTAN, une alliance nucléaire, amène certaines personnes à croire qu'il serait impossible d'instaurer une telle zone. L'expérience des autres zones dénucléarisées montre toutefois que ce type d'alliance militaire n'est plus un obstacle à l'instauration de zones dénucléarisées du moment que les pays concernés promettent de s'abstenir d'abriter des armes nucléaires sur leur territoire. La zone dénucléarisée du Pacifique Sud, par exemple, inclut l'Australie, un allié militaire des Etats-Unis. La zone d'Asie Centrale comprend trois pays qui ont des relations militaires avec la Russie dans le cadre du Traité de Tachkent.

En réalité, la création d'une zone dénucléarisée en Europe Centrale pourrait susciter un élan politique en faveur du retrait des armes nucléaires américaines encore déployées en Europe, et garantirait que de telles armes ne soient pas déployées dans les nouveaux Etats membres de l'OTAN comme la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie.

European States that could join a NWFZ



Nations exemptes d'armes nucléaires en Europe (vert) pourrait se réunir dans une zone exempte d'armes nucléaires sans en changer les politiques existantes. Les pays qui sont exemptes d'armes nucléaires, mais membres de l'OTAN (vert et bandes rouge) pourraient se joindre à une zone exempte d'armes nucléaires mais qu'ils auraient besoin de préciser si ou non elles permettraient le déploiement d'armes nucléaires en temps de guerre. Les pays dans lesquels des armes nucléaires sont déployées (rouge et bandes orange) devraient cesser un tel déploiement pour rejoindre la zone exempte d'armes nucléaires.

Carte de Sarah Schloemer

Les Etats-Unis manifesteront donc leur opposition à une Zone dénucléarisée en Europe Centrale. Néanmoins, étant donné que l'Europe développe une politique étrangère plus indépendante des Etats-Unis, une telle zone a plus de chances de voir le jour. En effet, la proposition d'une zone dénucléarisée en Europe Centrale a été soutenue par le Sénat et la Chambre des Députés belges, ainsi que par le gouvernement biélorusse. Les parlementaires suisses, suédois, et autrichiens promeuvent aussi activement la proposition.

Une zone dénucléarisée en Europe Centrale favoriserait également des relations positives entre l'Europe et les autres régions. Pendant que les politiques actuelles des Etats nucléaires, et en particulier celle des Etats-Unis, nuisent à la bonne volonté et sapent la capacité à influencer les proliférateurs potentiels comme l'Iran, les politiques plus équilibrées et multilatéralistes des Etats européens accroissent la capacité d'influence de l'Europe. Une zone dénucléarisée en Europe Centrale, initiée par une Europe sûre d'elle, renforcerait encore son influence, l'aiderait à établir les zones dénucléarisées actuelles et futures et lutterait contre la prolifération sur la planète.

Le but ultime des zones dénucléarisées est de tracer le chemin vers un monde sans armes nucléaires. Elles prouvent que les armes nucléaires ne sont pas nécessaires pour assurer la sécurité et encouragent de ce fait les Etats nucléaires à réduire leur adhésion à la dissuasion nucléaire jusqu'à l'abandonner. Si les populations des Etats nucléaires connaissaient l'existence des zones dénucléarisées, elles pourraient remettre en question le besoin d'armes nucléaires. Quand il deviendra évident que la grande majorité de la population de la planète rejette les armes nucléaires, pourquoi les gouvernements d'Etats nucléaires continueraient-ils à s'y accrocher, avec toutes les dépenses et les risques à la sécurité qu'elles occasionnent?

Les parlementaires européens favorables au concept de zone dénucléarisée en Europe Centrale trouvent un soutien politique considérable parmi leur électorat, et ont la satisfaction de travailler sur une campagne positive de construction d'une Europe plus pacifique et plus sûre. Il reste cependant encore un pas à franchir pour faire de cette vision une réalité, et c'est aux parlementaires de montrer le chemin afin de transformer le soutien populaire en dynamique politique et diplomatique.

Par exemple, ils peuvent inscrire la proposition d'une zone dénucléarisée en Europe Centrale à l'ordre du jour de l'ONU et de l'OSCE. Le concept de zone dénucléarisée en Europe Centrale gagnerait plus de poids grâce au travail collectif des parlementaires des puissances européennes moyennes et petites.

AUTEURS:

- Dr Pol. Remo Gysin, parlementaire au sein du Conseil national suisse
- Dr Paul Günther, MD, parlementaire au sein du Conseil national suisse
- Prof. Dr Andreas Nidecker, membre du bureau d'IPPNW Suisse
- Dr Arthur Muhl, membre du bureau d'IPPNW Suisse
- Dr Claudio Knüsli, Président d'IPPNW Suisse
- Dr Günter Baitsch, membre du bureau d'IPPNW Suisse
- Dr. Klaus Renoldner, membre du bureau d'IPPNW Autriche
- Dr Gunnar Westberg, IPPNW Suède
- Curt Riberdal, IALANA Suède
- Stig Gustafsson, IALANA Suède

La péninsule coréenne en transition: De la dénucléarisation vers une zone sans arme nucléaire et un régime de paix en Corée

Député Kwon Young-Ghil, Membre du Conseil Mondial du PNND, Co-Président de la section du PNND en République de Corée



Kwon Young-Ghil

Avec l'accélération du débat sur un régime de paix en Corée, le 'Grand Printemps' de la péninsule coréenne – la dernière frontière de la Guerre Froide – semble s'annoncer de manière irréversible. Les problèmes nucléaires de la Corée du Nord ne peuvent pas être entièrement résolus sans un processus de développement d'un régime de paix coréen. Les discussions à six sont un outil fondamental pour avancer vers une zone sans armes nucléaires en Corée. Mais pour parvenir à la paix ultime et rendre sûr et permanent un régime de paix sur la péninsule coréenne, les discussions à six doivent encore respecter l'intégralité du processus de paix coréen, y compris la normalisation des relations entre la Corée du Nord et les Etats-Unis.



Missile Taepoong. Photo: Spacedaily

La péninsule coréenne traverse des changements sans précédents l'amenant vers un remplacement de l'armistice de 1953. En octobre dernier, le Président Bush a mentionné la possibilité de mettre fin de façon formelle à la guerre coréenne au cours de son mandat. Une rencontre entre la Corée du Nord et les Etats-Unis à Berlin, pour discuter des fonds gelés de la Corée du Nord à la Banco Delta Asia, a ouvert un processus de discussions directes qui s'est poursuivi depuis. Le sommet entre la Corée du Sud et la Corée du Nord en octobre 2007 a également contribué à l'objectif d'une zone dénucléarisée sur la péninsule coréenne et l'objectif final d'une unification pacifique.

Les questions nucléaires de la Corée du Nord ont été abordées dans des contextes différents selon les acteurs. Pour la Corée du Nord, le programme nucléaire est une question d'autodéfense face à la menace issue de ses relations hostiles avec les Etats-Unis remontant à la guerre coréenne. Pour les Etats-Unis, cela fait partie d'une guerre mondiale contre le terrorisme. Pour la Corée du Sud, il s'agit plutôt d'une question de dénucléarisation et de transformation de la Corée en une zone permanente de paix, par opposition à un maintien d'une trêve permanente bien que hostile.

L'objectif d'un régime de paix sur la péninsule coréenne est de créer la condition d'une paix positive en mettant fin à la division de la Corée et en mettant fin aux relations militaires hostiles entre les Etats-Unis et la Chine et en s'occupant de la crise nucléaire. Concrètement, le processus de paix comprendrait la normalisation des relations diplomatiques entre la Corée du Nord et les Etats-Unis, la déclaration de la fin de la guerre de Corée, et la conclusion d'un Accord de Paix Coréen. Bien que le développement des relations entre le sud et le nord de la Corée soit nécessaire à la réussite des accords à six, des mesures peuvent être prises indépendamment dans un domaine sans avoir à attendre des avancées dans un autre.

Pour construire un régime de paix coréen, il est essentiel de dénucléariser la péninsule coréenne à travers un désarmement nucléaire en Corée du Nord. Le Nord et le Sud de la Corée ont déjà parcouru un chemin considérable en ce sens et ont clairement décrit leurs engagements à travers l'Accord Fondamental Sud-Nord' en 1991 et la 'Déclaration Conjointe de la Dénucléarisation de la Péninsule Coréenne' en 1992. La dénucléarisation de la péninsule coréenne implique l'interdiction de la possession ou du stationnement d'armes nucléaires ou de matières apparentées sur la péninsule. Cela contribuera à renforcer les conditions favorables à une coopération de sécurité multilatérale dans la région de l'Asie du Nord, et empêchera la Corée de devenir soit une menace régionale, soit l'objet de menaces.



Image satellite de l'installation nucléaire de Yongbyon au a Corée du Nord.

LES ACTIONS DES PARLEMENTAIRES

Les Parlementaires en Corée du Sud jouent un rôle actif dans la résolution pacifique de la crise nucléaire en Corée du Nord. Après la déclaration par la Corée du Nord de sa capacité à détenir des armes nucléaires en 2005, j'ai soutenu avec les membres de tous les partis politiques une 'Résolution pour la Réalisation de la Paix et le Développement de la Péninsule Coréenne suite à la Déclaration Conjointe du 15 juin', que l'Assemblée Nationale a par la suite adoptée. Nous avons aussi soutenu un 'Projet de Loi pour l'Echange et la Coopération entre le Sud et le Nord de la Corée', qui recommande d'établir un échange Sud-Nord sous la forme d'un commerce intra-national, ouvrant ainsi des perspectives à son accroissement. Le projet de loi a également été adopté par l'Assemblée



Juillet 2007, premier lien de rail entre le Nord et la Corée du Sud.

Immédiatement après l'essai nucléaire de la Corée du Nord, j'ai convoqué une conférence de presse dans l'Assemblée pour appeler à une approche diplomatique cohérente et globale sur la politique envers la Corée du Nord. Des membres du Parti Démocratique Travailleuse se sont rendu en Corée du Nord pour y faire part des préoccupations du peuple coréen concernant l'essai et insister sur l'objectif d'une péninsule coréenne sans armes nucléaires. Le Parti Démocratique Travailleuse a travaillé activement à dénouer les relations tendues entre le Sud et le Nord, par exemple en organisant le premier échange entre partis travaillistes démocratiques en Corée du Nord.

Afin de faire encore avancer la paix et la réunification en Corée, les parlementaires de tous les partis politiques de la région doivent entreprendre de tels efforts et être soutenus par les parlementaires du monde entier.

Une Zone Dénucléarisée en Asie du Nord-Est contribue au désarmement nucléaire mondial

Hiromichi Umebayashi (Président de Peace Depot, Japon). Enkhsaikhan Jargalsaikhan (Directeur de Blue Banner, Mongolie). Wooksik Cheong (Représentant du Réseau Civil pour une Corée Pacifique))

Les récentes avancées dans les discussions à six sur le dénucléarisation de la péninsule coréenne sont encourageantes non seulement pour la paix et la stabilité de la péninsule, mais aussi pour celle de l'Asie du Nord-Est dans son ensemble. Notamment, il est important de relever que les parties aux discussions sont maintenant engagées dans des "efforts conjoints en faveur d'une paix durable et de la stabilité en Asie du Nord-Est" (Déclaration Conjointe, 19 septembre 2005), et qu'elle ont mis en place un groupe de travail pour un "mécanisme de paix et de sécurité en Asie du Nord-Est" (accord du 13 février 2007) en vue de mettre en œuvre la Déclaration Conjointe.

Nous croyons qu'en toute logique, la prochaine étape de promotion de la stabilité et de la paix régionale sera de négocier une Zone Dénucléarisée en Asie du Nord-Est. Une telle zone interdirait le déploiement d'armes nucléaires sur les territoires du Japon et des deux Corées et comprendrait des assurances légalement contraignantes pour les Etats nucléaires leur demandant de ne pas utiliser d'armes nucléaires dans la région.

Non seulement il est dans l'intérêt de la sécurité du Japon et de la Corée d'établir une telle zone, mais les membres du TNP sont tenus par leurs engagements au titre du TNP de l'encourager. Comme la Cour Internationale de Justice l'a déclaré dans son jugement de 1996, l'« obligation de négocier et de conclure des négociations [pour le désarmement nucléaire] concerne formellement les 182 Etats parties », ce qui signifie non seulement les Etats nucléaires mais aussi les Etats non-dotés de l'arme nucléaire. A cet égard, les Etats non dotés de l'arme nucléaire mais dont la politique de sécurité déclarée dépend de la dissuasion étendue, comme le Japon, la République de Corée, l'Australie et les Etats de l'OTAN, ont des obligations spéciales similaires à celles des Etats nucléaires.

Les Etats nucléaires se sont engagés dans le document final de la Conférence de Révision du TNP de 2000 à « accomplir sans équivoque une élimination totale de leurs armes nucléaires ». Les prochaines étapes qui devraient logiquement suivre ont été préconisées par la Commission sur les Armes de Destruction Massive, présidée par Hans Blix, et par Kofi Annan, ancien Secrétaire Général de l'ONU. La Commission a recommandé que « tous les Etats possédant des armes nucléaires



Asie du Nord-Est - une région proposée pour Zone Dénucléarisée

commencent à planifier leur sécurité sans dépendre de ces armes. Ils devraient se préparer à la mise hors-la-loi des armes nucléaires à travers des mesures conjointes pratiques et incrémentielles (...).

Kofi Annan a invité « tous les Etats dotés d'armes nucléaires à développer des plans concrets – avec des calendriers spécifiques – pour tenir leurs engagements de désarmement », et les a exhorté à « faire une déclaration commune d'intention de parvenir à l'élimination progressive de toutes les armes nucléaires sous un contrôle internationale strict et efficace ». Etant donné que ces Etats s'appuient sur leurs armes nucléaires pour leur sécurité, ces recommandations sont ipso facto applicables aux Etats non-nucléaires dépendants d'armes nucléaires. Ils devraient commencer par planifier leur sécurité sans compter sur les armes nucléaires et développer des plans concrets, avec des calendriers spécifiques, pour l'application de leurs engagements de désarmement.

Quant au Japon et à la République de Corée, une zone dénucléarisée en Asie du Nord-Est représente une approche pratique pour répondre à ces invitations, à ces recommandations et aux obligations du TNP.

Une zone dénucléarisée s'ajouterait aux autres zones dénucléarisées en Asie, y compris celles déjà établies en Asie Centrale, en Asie du Sud-Est et en Mongolie, à la fois zone et Etat dénucléarisé.

La politique de la Mongolie d'institutionnaliser un statut d'Etat-zone dénucléarisée en

concluant un traité international avec ses voisins nucléaires est un exemple de la façon dont un seul Etat, coincé entre des Etats nucléaires concurrents, peut développer un arrangement de sécurité non-nucléaire et bénéficier d'assurances de sécurité. Le cas de la Mongolie nous rappelle que les engagements de dénucléarisation devraient concerner en définitive tous les Etats.

La politique actuelle de la Mongolie d'établir une zone-Etat exempte d'armes nucléaires devrait recueillir un soutien international puisque cela devrait permettre à une dizaine d'Etats qui, pour une raison géographique ou géopolitique, ne peuvent pas faire partie de zones régionales, de rejoindre les rangs des Etats dénucléarisés avec tous les engagements nécessaires et les assurances de sécurité.

Ensemble, les zones régionales et les Etats dénucléarisés peuvent fournir le cadre de mécanismes régionaux de sécurité qui excluent les armes nucléaires mais peuvent encore fournir un cadre de construction de la confiance, de résolution des conflits et de sécurité coopérative, réduisant ainsi la dépendance envers la sécurité militaire.

Tous ces efforts contribuent concrètement au renforcement des normes du TNP en tirant pleinement profit du concept de zones dénucléarisées et en promouvant le désarmement nucléaire mondial.

Retirer les armes nucléaires tactiques d'Europe ?

Dr Rolf Mützenich, membre du Bundestag et porte-parole du SPD sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires

Sénateur Patrik Vankrunklesven, Belgique, membre du Conseil du PNND

Sergei Kolesnikov, membre de la Douma russe, membre du Conseil du PNND



B61 bombe nucléaire, le type déployé dans des pays de l'OTAN, étant chargé sur un avion de cargaison C-17. Photo courtoisie de la Fédération des Scientifiques Américains

D'après la Commission sur les Armes de Destruction Massive (Commission Blix), il y a plus de 400 armes nucléaires tactiques américaines déployées en Europe, et peut-être encore davantage d'armes nucléaires tactiques déployées en Russie occidentale. La Commission souligne que ces armes tactiques « seraient plus faciles à utiliser [que des armes stratégiques] pour des gens de l'extérieur, par exemple un groupe terroriste », et que « ces armes pourraient être volées ou perdues lors de leur transport ou de leur stockage sur le terrain ».

La Commission conseille donc aux Etats-Unis et à la Russie de « consentir à retirer toutes leurs armes nucléaires non-stratégiques pour les stocker ensemble sur leur territoire national, en attendant leur élimination ».

Les récents événements survenus en Europe laissent pourtant espérer un prochain retrait des armes nucléaires tactiques déployées en Europe et en Russie occidentale.

En 2001, la Grèce a renoncé à une capacité de frappe nucléaire (en l'occurrence aéroportée), ce qui a réduit sa capacité à participer au programme de déploiement nucléaire américain. Les Etats-Unis auraient discrètement retiré leurs armes nucléaires tactiques de Grèce, réduisant de sept à six le nombre d'Etats abritant des armes nucléaires américaines.

Entre 2005 et 2007, plusieurs initiatives parlementaires ont renforcé l'antipathie croissante de l'opinion publique à l'égard des armes nucléaires déployées en Europe. Citons :

- les résolutions adoptées aux Parlements belge et allemand appelant les gouvernements de l'OTAN à travailler au retrait des armes nucléaires américaines d'Europe,
- une déclaration conjointe des parlementaires belges, allemands, italiens, néerlandais et britanniques, appelant à mettre un terme aux arrangements de partage nucléaire entre les Etats-Unis et l'OTAN,
- une déclaration écrite du Parlement Européen sur le retrait d'Europe des armes nucléaires américaines,
- des parlementaires ont envoyé des lettres officielles aux commandants de sites où des armes nucléaires sont déployées en y affirmant que le déploiement de ces armes viole le Traité de Non-Prolifération et la loi contre les armes nucléaires telle que l'a établie la Cour Internationale de Justice en 1996.

Ces initiatives ont été soutenues en décembre 2007 par la déclaration conjointe des maires de pays membres de l'OTAN où des armes nucléaires sont stationnées conformément au programme de partage nucléaire de l'OTAN. Les maires de Peer (Kleine Brogel, Belgique), d'Aviano et de Ghedi (Italie), d'Uden (Volkel, Pays-Bas), d'Incirlik (Turquie), et de Buechel (Allemagne) ont constaté qu'avec la fin de la Guerre Froide, " l'Union Soviétique

a retiré ses armes nucléaires d'Ukraine et de Biélorussie. (...) Malheureusement, l'OTAN n'a pas imité la Russie et ses armes nucléaires tactiques sont restées en Belgique, en Allemagne, en Grèce, en Italie, aux Pays-Bas, en Turquie et au Royaume-Uni ". Cependant, ont-ils ajouté, « appartenir à l'OTAN n'implique pas de devoir accepter les déploiements nucléaires. Par exemple, la Grèce n'abrite plus d'armes nucléaires depuis 2001. Prenons les commandes de cet avion lancé à pleine vitesse et, en guise de premier pas significatif, mettons fin aux derniers déploiements d'armes nucléaires sur le territoire d'un Etat tiers. Cela poserait un jalon vers une nouvelle politique de défense de l'OTAN indépendante des armes nucléaires ».



Les Maires Stefano Del Cont (Aviano) et Anna Giulia Guarneri (Ghedi) lancent l'appel pour une Italie dénucléarisée.



James K. Galbraith

D'après le Natural Resources Defence Council, l'Air Force américaine a mis fin en 2007 au déploiement d'armes nucléaires sur la base aérienne allemande de Ramstein, en Allemagne. Des documents semblent indiquer qu'il n'y a plus d'inspections périodiques d'armes nucléaires sur la base aérienne de Ramstein, en d'autres termes les armes nucléaires qui y étaient préalablement stockées n'y sont plus. Mais l'espoir d'y voir un premier pas vers un retrait de toutes les armes nucléaires d'Allemagne s'est envolé quand le gouvernement allemand a annoncé en août 2007 qu'il envisageait de continuer à abriter des armes nucléaires à Buchel.

Face à ce mouvement en faveur d'un retrait d'Europe des armes nucléaires tactiques, plusieurs officiers supérieurs de l'OTAN à la retraite ont rendu public le 23 janvier 2008 un rapport dans lequel ils affirmaient que l'OTAN doit maintenir sa capacité nucléaire et se préparer à mener des frappes nucléaires préemptives pour mettre fin à la prolifération d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive.

Le rapport "Vers une grande stratégie pour un monde incertain" (Towards a Grand Strategy for an Uncertain World) insiste sur le fait que l'option de "première frappe" nucléaire reste un "instrument indispensable" dans la mesure où il n'est "tout simplement pas réaliste d'imaginer un monde sans armes nucléaires. (...) le risque est imminent que la prolifération continue, et avec elle le danger que la guerre nucléaire, de nature limitée certes, devienne possible. (...) L'emploi en premier des armes nucléaires doit rester, dans la panoplie de l'escalade, comme l'instrument ultime pour empêcher l'usage d'armes de destruction massive".

Mais James K. Galbraith a critiqué ce rapport dans son article « A Criminal Idea », publié dans The Guardian le 25 janvier 2008. Galbraith y affirme que l'emploi d'armes nucléaires dans une frappe "préventive »

contre un Etat suspecté de développer des armes de destruction massive, tel que le propose le rapport, serait un crime d'agression, et que, par conséquent, cet emploi constituerait une violation du droit international humanitaire. Pour lui, « la planification et la préparation d'une telle guerre n'est pas un crime moindre que la guerre elle-même ».

Galbraith ajoute que la doctrine ne dissuadera pas une guerre nucléaire, mais la facilite plutôt : "supposez que nous fassions de la doctrine des généraux un principe: tout Etat qui suspecte un autre Etat d'être sur le point d'acquiescer des armes nucléaires a le droit de l'attaquer, et avec des armes nucléaires s'il en a. Supposons maintenant que la Corée du Nord suspecte la Corée du Sud d'avoir cette intention. Est-ce que la Corée du Nord a le droit de frapper le Sud? Fidèles à leur principe, les généraux devraient répondre oui. Ainsi, leur doctrine ne protège pas d'une guerre nucléaire. Elle y mène plutôt".

Il est peu probable que les officiers militaires de l'OTAN à la retraite renversent la pression grandissante de l'opinion publique en faveur d'un retrait complet des armes américaines. Un sondage du Spiegel paru en 2005 indiquait que 76% des Allemands se prononçaient en faveur d'un retrait, contre 18% qui s'y opposaient. Ce sentiment se retrouvait au Parlement : parmi les quatre principaux partis (SPD, CDU, Grüene, FDP), 77,75% soutenaient le retrait contre 18,25% qui s'y opposaient.

On retrouve ces mêmes chiffres dans un sondage réalisé par Greenpeace en 2006 : 69% des citoyens d'Etats abritant des armes nucléaires étaient en faveur d'une Europe sans armes nucléaires. Ils étaient 88% en Turquie, 71% en Italie, 71% en Allemagne, 65% en Belgique, 63% aux Pays-Bas et 56% en Grande-Bretagne.

Il sera toutefois difficile de parvenir à un retrait complet des armes nucléaires en Europe sans faire progresser dans le même temps la transparence et le contrôle sur les armes tactiques en Russie occidentale.

En effet, la Russie aurait environ 2,330 armes nucléaires opérationnelles non-stratégiques, soit deux fois moins qu'au début des années 1990, prêtes à être montées sur des missiles anti-balistiques, des missiles de défense aérienne, des bombardiers tactiques, des missiles de croisière navals ou des torpilles. Mais leur nombre et leurs emplacements exacts sont difficiles à déterminer à cause d'un manque de transparence.

La Russie s'est montrée disposée à envisager une réduction plus importante de son arsenal tactique, par exemple en s'abstenant sur la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2002 sur la question (la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis s'y sont opposés). Sa position s'est cependant durcie depuis 2003. Son Livre Blanc sur la Défense de 2006 ne mentionne pas les armes tactiques russes mais critique le déploiement américain d'armes nucléaires tactiques en territoire étranger (dans les pays membres de l'OTAN). Les projets américains de poursuivre le déploiement du système de défense anti-missile (Ballistic Missile Defence) dans les anciens pays du bloc soviétique (la République Tchèque et la Pologne) ont certainement contribué à renforcer cette attitude.

Par conséquent, on peut penser que la question des armes tactiques russes progresserait si les Etats-Unis retiraient davantage d'armes nucléaires tactiques des pays de l'OTAN, ou si les pays de l'OTAN révisaient leur politique nucléaire, ou si les projets de déployer le bouclier antimissile en République Tchèque et en Pologne étaient modifiés.

Les parlementaires russes, des Etats-Unis, des pays de l'OTAN et d'autres pays européens peuvent jouer un rôle en encourageant à avancer sur tous ces fronts à l'aide de résolutions parlementaires, de questions au parlement, d'appels conjoints, ou en contactant leurs homologues parlementaires dans ces pays.



Arme nucléaire tactique Russe SS-26 (Iskander). Photo courtoisie de la Fédération des Scientifiques Américains

Les députés européens appellent à des initiatives européennes vers un désarmement nucléaire

Pol D'Huyvetter, Maires pour la Paix, Europe

Le 19 avril 2007, Gareth Evans (ex-Ministre des Affaires Etrangères australien), Lena Hjelm-Wallén (ex-Ministre des Affaires Etrangères suédoise) et le Sénateur Emérite Douglas Roche (Canada) se sont associés aux parlementaires européens de tout bord politique lors d'une conférence appelant à une approche globale pour faire face aux dangers nucléaires et agir en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires.



Gareth Evans, ancien ministre des Affaires étrangères de l'Australie, avec orateurs Pol D'Huyvetter, Ana Gomes, MdPE et Gunnar Lassinantti.

Le 19 avril 2007, Gareth Evans (ex-Ministre des Affaires Etrangères australien), Lena Hjelm-Wallén (ex-Ministre des Affaires Etrangères suédoise) et le Sénateur Emérite Douglas Roche (Canada) se sont associés aux parlementaires européens de tout bord politique lors d'une conférence appelant à une approche globale pour faire face aux dangers nucléaires et agir en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires.

Cette conférence de haut niveau a été organisée par Abolition 2000 Europe, ISIS Europe, les Maires pour la Paix, le Centre International Olof Palme et le Réseau des Parlementaires pour le Désarmement Nucléaire (PNND, Parliamentary Network for Nuclear Disarmament) afin d'impliquer dans son organisation les parlementaires européens de tout le spectre politique.

Le Sénateur Roche a rappelé le succès il y a deux cents ans de la campagne qui a mis un terme à l'esclavagisme : ceux qui prêchaient la fin de l'esclavage ne se satisfaisaient pas de demi-mesures, comme l'amélioration des conditions des esclaves, mais appelaient plutôt à l'abolition pure et simple de cette pratique inhumaine. Pour le Sénateur Roche, de la même façon, « nous ne devons pas nous contenter de demi-mesures pour rendre les armes nucléaires légèrement plus acceptables. Ces armes de destruction massive immorales, inhumaines, illégales et suicidaires, doivent être complètement abolies.

“Malgré l'emprise apparemment invincible des puissants, de nouvelles forces d'opposition se développent et doivent pour prévaloir agir de façon concertée avec des parlementaires éclairés, aidés par une société civile dynamique.”

Sénateur émérite Douglas Roche, O.C

“Comme les abolitionnistes de l'esclavage », a-t-il ajouté, « les abolitionnistes des armes nucléaires ont l'histoire pour eux. Malgré l'emprise apparemment invincible des puissants, de nouvelles forces d'opposition se développent et doivent pour prévaloir agir de façon concertée avec des parlementaires éclairés, aidés par une société civile dynamique”.

La conférence a examiné la possibilité que l'Union Européenne s'implique davantage dans la promotion de la non-prolifération et du désarmement nucléaires. Le moment était bien choisi puisque cette conférence se tenait juste avant la PrepCom du Traité de Non-Prolifération (30 avril–11 mai 2007). Pendant de nombreuses années, le désarmement nucléaire a été une non-question pour le Parlement Européen. L'implication des députés européens dans l'organisation de la conférence, leur participation et le résultat final positif illustrent l'intérêt croissant des parlementaires européens pour la question.

La conférence a lancé plusieurs pistes d'action que les parlementaires pourraient suivre pour soutenir l'abolition nucléaire : des résolutions, des déclarations, des communiqués de presse, ou d'autres initiatives et mesures allant dans le sens d'une convention (un traité international) sur les armes nucléaires, comme le retrait des armes nucléaires tactiques d'Europe et l'établissement d'une zone européenne et/ou nordique/arctique exempte d'armes nucléaires.

Après les propos inquiétants du remplacement de Trident en Grande-Bretagne et les essais français du nouveau missile M-51, la conférence a conclu que l'UE devrait presser la Grande-Bretagne et la France de respecter leurs obligations de désarmer conformément à l'article VI du TNP, mais également travailler au retrait des armes nucléaires américaines déployées en Belgique, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas et en Turquie.

Le Parlement Européen devrait aussi se mettre en relation avec les gouvernements européens afin de promouvoir le désarmement nucléaire et encourager l'établissement d'une Zone exempte d'armes

nucléaires en Europe, comme tremplin vers l'abolition nucléaire mondiale. Il pourrait ainsi y avoir une zone exempte d'armes nucléaires en Europe Centrale et une autre dans le Nord de l'Europe/zone arctique.

Les ONG et les parlementaires ont promis d'apporter leur soutien pour parvenir à une convention sur les armes nucléaires et sur des initiatives comme la Campagne Vision 2020 des Maires pour la Paix, qui vise à libérer le monde des armes nucléaires d'ici 2020. Et étant donnée la tendance actuelle, les Maires pour la Paix espèrent atteindre les 2020 membres d'ici leur 25^e anniversaire.

En raison d'un manque flagrant de connaissance de l'opinion publique concernant les questions de désarmement et de non-prolifération nucléaires, notamment les dangers associés aux armes nucléaires et à la prolifération, les participants ont convenu que l'UE devrait financer une éducation à la paix.

Ils se sont aussi entendus sur la nécessité pour les parlementaires de prendre la tête d'un mouvement pour briser le silence et imiter Henry Kissinger, George Shultz, William Perry et Sam Nunn, qui ont appelé à un monde exempt d'armes nucléaires dans un article commun paru le 4 janvier 2007 dans le Wall Street Journal.

Le moment le plus important de la conférence a été la création d'une section bi-partisane du PNND au Parlement Européen. Elle est présidée par Angelika Beer (Vertes, Allemagne) et ses vice-présidents sont Ana Gomes (PSE, Portugal), Annemie Neyts (ALDE, Belgique), Andre Brie (GUE, Allemagne) et Girts Kristovskis (UEN, Lettonie).



Le sénateur Patrick Vankrunkelsven, le sénateur émérite Douglas Roche et Xanthe Hall.

Les Parlementaires et la politique de l'OTAN

Sénateur Francesco Martone Membre du Conseil du PNND - Italie



Senator Francesco Martone

Un vaste champ d'opportunités sans précédent s'ouvre cette année pour raviver le débat politique sur le désarmement nucléaire.

Même si le paysage politique ne semble rien augurer de bon. Le régime de non-prolifération semble dangereusement bancal, les initiatives unilatérales de l'administration des Etats-Unis ont porté un coup sérieux au désarmement, la dissuasion nucléaire et les doctrines nucléaires ont regagné du terrain dans de nombreuses capitales de puissances nucléaires, actuelles comme à venir, et enfin le débat passionné sur le bouclier anti-missile masque une stratégie dont la pierre angulaire demeure la capacité de première frappe.

En outre, il y a le risque de voir des matières fissiles tomber entre les mains de groupes terroristes. Un élan mondial bien plus fort se porte toutefois vers l'abandon d'un possible emploi d'une arme nucléaire et l'élaboration de nouveaux paradigmes de sécurité.

L'année qui s'annonce nous offre deux occasions notables. La première est la révision du Concept Stratégique de l'OTAN, sur le point de commencer, et l'autre est la Commission Préparatoire du TNP de 2009. Dans les deux cas, les parlementaires peuvent être bien plus que de simples spectateurs ou agents comptables: ils peuvent jouer un rôle majeur de guide politique et renforcer leur coopération avec les mouvements pacifistes à l'échelle nationale et mondiale. Cela est inscrit dans l'ADN du PNND et constitue une part centrale du travail en Italie.

L'essentiel du travail se concentre actuellement sur les accords de partage nucléaire et met en lumière l'inconsistance entre la présence de 90 bombes américaines dans le pays et le TNP, et notamment les engagements réaffirmés par le gouvernement italien d'appuyer le désarmement nucléaire. Parmi les actions prises par les membres italiens du PNND, citons une résolution sur le partage nucléaire et le TNP, présentée à la fois au Sénat et à la

Chambre des Députés, plusieurs questions sur le rôle des représentants italiens au Groupe de Planification Nucléaire de l'OTAN, des requêtes présentées au gouvernement pour qu'il divulgue des documents sur la stratégie nucléaire, tout en l'exhortant à réviser de manière cohérente les doctrines militaires en vue d'exclure la possibilité d'employer des armes nucléaires.

Les parlementaires pourraient aller plus loin en cherchant à dévoiler la chaîne de commandement et l'orientation politique, et des détails sur la participation des gouvernements nationaux au Groupe de Planification Nucléaire de l'OTAN. Cela ouvrirait la voie à un engagement politique plus fort en faveur de la révision et du rejet de la doctrine nucléaire de l'OTAN. Pourrait s'ensuivre un rejet du partage nucléaire, et de ce fait un renforcement de la composante désarmement du TNP.

"Les parlementaires peuvent devenir des instruments importants de changement politique en associant les traditionnels débats et responsabilisation du personnel politique aux actions d'autres acteurs politiques dans une fertilisation réciproque."

La révision du concept stratégique de l'OTAN représente une occasion qui ne doit pas manquée car, pour la première fois, il semble qu'un rôle plus important puisse être accordé aux Parlements, notamment à l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN. L'action à ce dernier niveau ne doit toutefois pas se substituer à l'action à l'échelle des Parlements nationaux et à l'interaction avec les ONG et les mouvements pacifistes. C'est pourquoi une campagne à l'échelle nationale est sur le point d'être lancée en vue de faire

"La présence des forces conventionnelles et de forces nucléaires des États-Unis en Europe reste essentielle pour la sécurité de l'Europe ... Les armes nucléaires apportent une contribution unique en rendant incalculables et inacceptables les risques que comporterait une agression contre l'Alliance. Elles restent donc indispensables au maintien de la paix. "

Concept stratégique de l'OTAN, paragraphes 42 et 46.

de l'Italie un pays sans armes nucléaires et pour y interdire le déploiement d'armes nucléaires. Un projet de loi spécifique doit être présenté au Parlement, tandis qu'une importante campagne de sensibilisation sera lancée pour accompagner le débat politique.

Cette stratégie repose sur la conviction que les parlementaires peuvent devenir des instruments importants de changement politique en associant les traditionnels débats et responsabilisation du personnel politique aux actions d'autres acteurs politiques dans une fertilisation réciproque. Cette démarche peut bénéficier d'un soutien international grâce à une mise en réseau avec les parlementaires d'autres pays. Et le PNND peut jouer un rôle précieux en facilitant cette mise en réseau et le partage de l'information.

"Un rôle plus important pourrait être accordé aux Parlements, notamment à l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN."

Pour plus d'informations sur le panneau PNND à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN en Berlin, 25 Mai 2008, voir www.pnnd.org <<http://www.pnnd.org>>.



Une réunion de l'OTAN.

Armes légères – Un Hiroshima chaque six mois

Chaque année les armes légères tuent environ 300,000 personnes, et blessent beaucoup d'autres. C'est l'équivalent d'une bombe nucléaire du genre d'Hiroshima qui tomberait sur une ville tout les six mois.

On estime à plus de 639 millions d'armes légères et de petit calibre qui seraient (ALPC) en circulation dans le monde. Chaque année c'est plus de 8 millions qui sont fabriquées, et plus de 16 milliards de munitions produites. A part les taux de mortalité et de blessure qui sont extrêmement élevés, favorisés notamment par la haute disponibilité de ces armes, la violence armée cause des coûts énormes à tout échelon de la société, aussi bien sur le plan humain ou économique. Les secteurs de sécurité, justice et santé sont particulièrement les plus exposés aux déficits du budget. La violence armée est un facteur nuisible à la productivité et affecte ainsi le développement et les performances économiques d'un pays.

Une série d'initiatives au niveau national et international sont mises en place pour contrôler les armes légères et de petit calibre, comme l'interdiction de certaines armes considérées 'inhumaines' ou hasardeuses (telles les munitions en grappe), un Traité sur le commerce des armes pour réglementer les transactions internationales, l'enregistrement des armes, la possession obligatoire d'un permis pour acheter ou avoir une arme et le contrôle des munitions.

Cependant, afin d'assurer la mise en place réelle de ces initiatives, il faut qu'une action politique concertée soit menée par les législateurs pour faire face aux groupes de pression des fabricateurs d'armes puissants.

Sur le plan international, les législateurs peuvent établir un cadre de collaboration entre des collègues parlementaires d'autres pays et les fonctionnaires des Nations Unies. Aussi, ceux qui oeuvrent dans le domaine de contrôle d'armes légères et de petit calibre, et ceux qui travaillent dans le domaine de non-prolifération des armes nucléaires et le désarmement, peuvent agir dans ce même sens.

Voilà pourquoi, en octobre 2007 le PNND, Mayors for Peace et le Parliamentary Forum sur les armes légères et de petit calibre ont réuni des législateurs, des fonctionnaires des Nations Unies et des représentants des pays clés pour examiner le programme de l'ONU sur le désarmement, se focalisant sur le thème des armes de petit calibre et des armes nucléaires. Le fait d'impliquer Mayors for Peace a pour effet de lier les actions conjointes pour le contrôle des armes de petit calibre au niveau des villes avec les actions à l'échelle nationale et internationale.

Parmi les intervenants et participants, on peut citer Daisy Torné MP (Présidente du Parliamentary Forum on Small Arms and Light Weapons), António E. Évora (Commission du Désarmement de l'ONU), Knut Langeland (Ministère des Affaires Etrangères de la Norvège), Carlos Vargas Pizarro (Expert en droit international de

“Les parlements du monde constituent les points de liaison entre gouvernement et société civile. Ils fournissent les fonds nécessaires aux initiatives nationales. Ils contribuent à définir les politiques et construisent la responsabilité publique. Elles confèrent au désarmement non seulement la vision, mais aussi une approche musclée et une force d'application.”

Représentant des Nations Unies Randy Rydell citant Sous-secrétaire général aux Nations-Unies, Jayantha Dhanapala au Forum des Armes Légères.

Costa Rica), Bill Siksay MP (Canada), Christer Winbäck MP (Suède), Randy Rydell (Commission du Désarmement de l'ONU), H.E. Don Mackay (Ambassadeur de la Nouvelle Zélande aux Nations Unies), Jackie Cabasso (Mayors for Peace), Manuel de Araujo MP (Président du Parliamentary Foreign Affairs Committee du Mozambique) et Hans Raidel MdB (Allemagne).

Pour plus d'informations voir: www.parliamentaryforum.org



Randy Rydell (Secrétariat de l'ONU), Alyn Ware (Coordonnateur mondial du PNND) et l'Ambassadeur Don McKay (Nouvelle-Zélande), s'exprimant au comité sur l'agenda des parlementaires et le désarmement des Nations Unies.

Vers un Traité sur les Munitions en Grappe



Un M85 fabriqué en Israël trouvé au Liban. Photo: Simon Conway de Landmine Action

En août 2006, dans les derniers 72 heures de la guerre contre le Hezbollah au Liban, l'armée israélienne a déployé des munitions en grappe à une échelle sans précédent, laissant derrière elle plus d'un million de bombes actives. Celles-ci continuent actuellement à tuer et à mutiler des civils, et sont un handicap pour l'agriculture et d'autres activités économiques.

Les munitions en grappe sont une catégorie d'armes dont font partie les conteneurs (munitions en grappe) et les sous-munitions (bomblets). Les bombes sont larguées par des avions ou lancées par des unités d'artillerie terrestres, et sont conçues de manière à s'amorcer en plein air en dispersant des centaines de petites bombes sur une large surface. On veut faire croire que ces bombes sont utilisées pour cibler des troupes ennemies, mais en réalité 98% des victimes sont des civils.

Avant 2006 déjà, il y a eu des tentatives en marge de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC) de l'ONU signée à Genève, pour faire face au problème, suite aux expériences néfastes de l'usage de ce type d'arme en Iraq, Afghanistan et au Kosovo. Cependant, les fabricants d'armes peuvent bloquer toute progression significative de ce processus, qui est censé se faire par consensus. C'était l'utilisation par les Israéliens au Liban qui a poussé la Norvège, la Nouvelle Zélande et l'Irlande à lancer des actions indépendantes tel le Processus d'Ottawa qui a mené au Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel.

En février 2007, la Norvège a accueilli une première conférence intergouvernementale à Oslo, où 46 pays ont convenu de conclure, d'ici fin 2008, un instrument juridiquement contraignant pour:

1. interdire l'utilisation, la production, le commerce et le stockage des munitions en grappe, qui ont des conséquences inacceptables sur les populations civiles; et

2. établir un cadre pour la coopération et l'assistance aux victimes des munitions en grappe et leurs familles, ainsi que la déblayage des zones contaminées.

En janvier 2008, les membres du PNND Margaret Wilson (Speaker de la Chambre des Représentants de la Nouvelle Zélande) et Keith Locke (Secrétaire du PNND Nouvelle Zélande) ont introduit une résolution sur le Traité proposé sur les munitions en grappe, qui a été adopté par 16ème Réunion parlementaire annuelle de la région Asie-Pacifique Forum (APPF) à Auckland.

En février 2008, la Nouvelle Zélande a accueilli une conférence intergouvernementale d'Etats pour discuter le Traité proposé. Des Etats qui ne sont ni détenteurs ni producteurs de munitions en grappe ont participé à la conférence, ainsi que d'autres qui le sont. Parmi ces pays qui produisent et possèdent ce type d'arme, certains ont sollicité un traité qui leur permettrait d'être conforme dans les dix années à venir (période de transition) et qui stipulerait aussi des exemptions pour certaines types de munitions en grappe.

Le 20 février 2008, le PNND a organisé une réception au Parlement de la Nouvelle Zélande pour les gouvernements, parlementaires, experts en munitions en grappe et victimes des munitions en grappe pour avoir un soutien parlementaire et une volonté politique afin de parvenir à un traité solide sur les munitions en grappe. Ont assisté à la réception différents intervenants, Hon Phil Goff (Ministre de la Défense de la Nouvelle Zélande), Jodi Williams (Lauréat du prix



L'hon. Phil Goff, Ministre néo-zélandais de la défense et ministre pour le désarmement, prenant la parole à la réception parlementaire sur les munitions en grappe.

Nobel pour la Campagne pour l'Interdiction des Mines Antipersonnel), Hon Ibrahim Sorie MP (Peace and Democracy Programme Convener for Parliamentarians for Global Action), et Major John Flanagan (Directeur Adjoint du Service d'Action antimines de l'ONU). Les victimes des munitions en grappe ont présenté à M. Goff une pétition internationale pour une interdiction exhaustive sur les munitions en grappe sans exemptions ou période de transition.

Le 22 février, le dernier jour de la Conférence sur les munitions en grappe à Wellington, plus de 80 pays avaient approuvé la Déclaration de Wellington en s'engageant à un traité solide sur les munitions en grappe. En la faisant sienne, les pays se sont réunis à Dublin en Mai pour conclure le traité. Il entrera en vigueur six mois après les 30 premiers pays ont ratifié.

Pour plus d'information voir www.clusterbombs.org



L'hon. Nick Smith (président du PNND Nouvelle-Zélande, Hon. Ibrahim Sorie et Ross Robertson (Action Mondiale des Parlementaires) avec des survivants des munitions à fragmentation à la réception parlementaire.

Mesures prises récemment par le Congrès des États-Unis

Au cours de l'année 2007-2008, le Congrès des États-Unis a pris plusieurs mesures allant dans le sens du désarmement nucléaire. Profitant du contrôle qu'il détient sur les cordons de la bourse, le Congrès a ainsi bloqué des projets de développement d'armes nucléaires, et a au contraire soutenu des projets de désarmement et de non-prolifération prévus pour l'année fiscale 2008.

Par exemple, le Congrès a rejeté la demande de l'Administration de financer la production de 150 à 200 cœurs de plutonium par an. Le cœur de plutonium constitue le noyau central d'une bombe à fission (ou de tout autre explosif à fission) et sert à faire détoner une bombe thermonucléaire plus grosse.



L'installation nucléaire de Hanford - le site pour la production de plutonium pour les puits de plutonium.

Le Congrès a aussi refusé de financer le programme de rénovation d'armement nucléaire Reliable Replacement Warhead (RRW). Ce programme controversé a été proposé par l'Administration des États-Unis afin de remplacer les têtes nucléaires actuellement déployées et qui ont vieilli, et ainsi maintenir indéfiniment l'arsenal nucléaire des États-Unis. Mais l'Administration n'a pas réussi à convaincre le Congrès, contrôlé par les démocrates, de la nécessité de cette nouvelle arme nucléaire. Ce dernier a plutôt demandé à étudier la proposition, à examiner la possibilité de recycler les cœurs de plutonium issus d'ogives démantelées, et à évaluer le programme existant d'extension de la durée du vie de l'arsenal (Stockpile Life Extension Program.) Voir National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2008 H.R. 1585, Sections 3111 et 3121 à l'adresse: <http://thomas.loc.gov>

La loi de financement de la défense contient également les provisions suivantes :

- 623 millions de dollars alloués au Programme de réduction de la menace par la coopération (Cooperative Treat Reduction, CTR) en dépit de la proposition de l'Administration fédérale d'en réduire le financement.
- 24 millions de dollars à l'Organisation du Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires (Comprehensive Test Ban Treaty Organization, CTBTO), soit 33% de plus que l'Administration Bush avait initialement demandé.

- 48 millions de dollars pour le programme de sécurité du stockage des armes nucléaires, soit le double du montant demandé par l'Administration.
- L'Initiative de réduction de la menace globale a reçu 75 millions supplémentaires, portant le montant à 195 millions de dollars, pour poursuivre ses efforts en faveur de l'élimination et de la sécurisation des matières radiologiques et nucléaires.
- La demande du Département à l'Énergie de financer la Recherche et Développement en matière de vérification et de non-prolifération a reçu 390 millions de dollars, soit 125 millions de plus que prévus.
- 53 millions de dollars pour l'assistance énergétique à la République Démocratique Populaire de Corée, afin de soutenir les négociations en faveur de la dénucléarisation de la péninsule coréenne.
- 158 millions pour le programme de Réduction de la menace biologique, soit plus que les 148 millions originellement demandés.

En outre, le Congrès a rejeté la demande du Pentagone de doter la flotte américaine de sous-marins nucléaires Trident d'ogives conventionnelles, par crainte que le reste du monde ait du mal à faire la différence entre les sous-marins lançant des ogives nucléaires et ceux lançant des ogives conventionnelles.

Le Congrès a aussi pris des mesures pour ralentir les installations de défense anti-missile en Pologne et en République Tchèque: il a bloqué le financement pour « l'acquisition, l'activation du site, la construction, la préparation de l'équipement ou le déploiement d'un système de défense anti-missile de longue portée en Europe ».

Anticipant sur janvier 2009, date à laquelle un nouveau Président et Commandant en chef prendra les rênes du pouvoir, le Congrès a appelé à deux révisions distinctes de la posture nucléaire. Elles auront lieu en 2008 ; la première, par une commission du Congrès composée de 12 membres, la seconde par le Secrétaire à la Défense, M. Robert Gates. (Voir National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2008 Section 1070.) La relation entre la politique nucléaire américaine et les objectifs de contrôle des armements servira de critère aux révisions. Il n'y est fait toutefois aucune référence à l'obligation des États-Unis de parvenir au désarmement nucléaire prévue à l'article VI du Traité de Non-Prolifération.

Les Sénateurs Barack Obama, démocrate de l'Illinois, et Chuck Hagel, républicain du Nebraska, ont appelé de manière plus ambitieuse à des étapes précises de désarmement nucléaire dans le projet de loi « Nuclear Weapons Threat Reduction Act of 2007 » (S.1977) qu'ils ont introduit au Sénat le 2 août 2007. Ce projet de loi bi-partisan appelle à une réduction plus importante des forces nucléaires, à une levée de l'état d'alerte des forces nucléaires existantes, à des mesures pour mettre un

terme à l'usage civil de l'uranium hautement enrichi, au maintien du moratoire sur les essais nucléaires, à la conclusion d'un traité sur la vérification des matières fissiles, et à la création d'une banque internationale de combustible nucléaire en vue d'empêcher de technologies sensibles serviraient à lutter contre la prolifération à travers le monde.



Le sénateur Barack Obama.

D'autres membres du Congrès ont pris plusieurs autres initiatives encore plus ambitieuses en faveur du désarmement nucléaire. La Représentante démocrate de Californie, Lynn Woolsey, a par exemple introduit le projet de loi HRES 68 IH qui appelle à l'élimination des armes nucléaires sur la planète. La Sénatrice démocrate de Californie Dianne Feinstein a introduit le projet de loi S. 1914 qui demande une révision de la posture nucléaire afin de prendre en compte les obligations de désarmement nucléaire prévues à l'article VI du TNP. La Représentante démocrate de Californie Ellen Tauscher, Présidente de la Sous-Commission de Forces Stratégiques de la Chambre, a introduit le projet de loi H. RES. 882 pour appeler le Sénat et la Chambre à ratifier le TICE.

M. Howard Berman, représentant démocrate de Californie et Président suppléant de la Commission des Affaires Étrangères de la Chambre, a introduit le projet de loi H. RES. 711 pour exiger que l'accord nucléaire indo-américain portant sur la technologie nucléaire respecte les exigences de non-prolifération et pour inviter le Groupe des Fournisseurs du Nucléaire à ne pas relâcher ses directives sur les transferts de technologie nucléaire tant que ces exigences de non-prolifération ne sont pas satisfaites. Le Sénateur démocrate du Nevada Harry Reid, président du groupe des Démocrates au Sénat, a introduit le projet de loi S.650 pour étendre les provisions médicales en faveur des vétérans des essais nucléaires du Nevada. Le Sénateur républicain du Nouveau-Mexique Jeff Bingaman, membre de longue date de la Commission des Finances du Sénat, a introduit le projet de loi S.1756 pour demander d'accroître les compensations versées à la République des Îles Marshall pour la dédommager des conséquences du programme d'essais nucléaires qui y a été conduit dans les années 1950 et 1960. La représentante démocrate du District de Colombie, Eleanor Holmes Norton, a introduit le projet de loi H.R.1826.IH qui appelle au désarmement nucléaire et à la reconversion

Mise à jour du Congrès des États-Unis

de l'industrie d'armement nucléaire vers des activités pacifiques, constructives et respectueuses de l'environnement.

Plusieurs congressistes des États-Unis ont aussi pris des initiatives sur ces questions en dehors de l'enceinte du Congrès. Le Congressiste démocrate du Massachusetts Ed Markey, coprésident du groupe de travail bipartisan sur la non-prolifération, a organisé des événements, publié plusieurs rapports et déclarations, et a envoyé plusieurs lettres portant sur l'accord de technologie nucléaire passé entre les États-Unis et l'Inde, la sûreté des armes nucléaires américaines, le renouvellement du traité START, le renforcement du TNP, les négociations avec la Corée du Nord, le non-emploi de la force face à la prolifération nucléaire, ou encore la mise en œuvre des recommandations de



Ellen Tauscher, Présidente du Sous-Comité des services armés sur les forces stratégiques.

Cinq femmes dirigeantes élues à la tête du PNND

Le 12 octobre, cinq principaux parlementaires féminins originaires des hémisphères nord et sud ont été élues premières co-présidentes du Parlementaires pour la Non-prolifération Nucléaire et le Désarmement. Mme Alexa McDonough (Canada), Mme Marian Hobbs (Nouvelle-Zélande), Mme Mikyung Lee (Corée du Sud), Mme Uta Zapf (Allemagne) et Mme la Sénatrice Abacca Anjain Madisson (Iles Marshall) vont guider cette force en pleine croissance de 500 parlementaires, originaires de plus de 70 pays à développer des initiatives parlementaires mondiales visant à empêcher la prolifération nucléaire et à faire avancer le désarmement nucléaire.

Chacune de ces femmes a fait preuve d'un leadership remarquable dans leur propre pays comme à l'étranger.

L'honorable Marian Hobbs a occupé la position de Ministre du Désarmement et du Contrôle des Armements, Ministre de l'Environnement, Ministre responsable de l'aide au développement international, Ministre de la Radiodiffusion et Membre associée pour l'Education. Elle a été active à l'international dans la Commission pour le Développement Durable, à l'Assemblée Générale des Nations Unies (Commission de la Sécurité Internationale

la Commission sur les Armes de Destruction Massive, présidée par le Dr Hans Blix.

Le Sénateur Barack Obama s'est exprimé sur la question au cours de la campagne pour les présidentielles des États-Unis. Il a indiqué que, s'il devenait Président, il prendrait des mesures ambitieuses allant dans le sens d'un monde sans armes nucléaires. « Voici ce que je dirai si je suis élu Président: l'Amérique veut un monde sans armes nucléaires » (2 octobre 2007, Chicago).

Le PNND est présent à Washington principalement grâce à son organisation mère, le Global Security Institute (GSI), et son partenaire, le Bipartisan Security Group (BSG), car tous deux entretiennent des relations étroites avec plusieurs bureaux du Congrès.

Les 3 et 4 mai 2007, une délégation composée de l'Ambassadeur Thomas Graham Jr., président du Bipartisan Security Group, de Jonathan Granoff, Président du Global Security Institute, et du Dr. Hans Blix, président de la Commission sur les Armes de Destruction Massive, a plaidé pour la mise en œuvre de politiques défendant la sécurité internationale au Congrès des États-Unis et à la Section juridique internationale de l'American Bar Association. La délégation a notamment discuté de la Conférence de Révision du Traité de Non-Prolifération qui aura lieu en 2010, de l'Iran, de la Corée du Nord et de l'Irak, de la nouvelle politique spatiale des États-Unis et de la nécessité

d'empêcher la militarisation de l'espace extra-atmosphérique, et enfin de la nécessité d'avoir un leadership des États-Unis au sein d'un régime de sécurité global et coopératif. L'événement a été couvert par Fox News et a été placé sur la page d'accueil du site du Congressiste Markey.

Le 15 novembre, le Bipartisan Security Group (BSG) a organisé une conférence au Capitol Hill intitulée « Politiques Internationales de réduction des Menaces Biologiques ». L'ancien chef américain des inspecteurs d'armement en Irak, M. David Kay, modérait le panel constitué du Dr. Barry Kellman, expert au BSG, et du Dr. Kenneth Luongo, directeur exécutif du Partnership for Global Security. Ces intervenants ont débattu de plusieurs politiques, des défis à relever, et ont émis des recommandations pour renforcer le régime d'interdiction des armes biologiques.



Rep. Edward Markey fait bon accueil à Hans Blix.



L'honorable Marian Hobbs, Alexa McDonough, Mikyung Lee, Uta Zapf et Abacca Anjain Madisson.

et du Désarmement), à la Conférence sur le Désarmement et dans d'autres organismes. Elle a aussi joué un rôle important dans l'adoption et l'application de la législation anti-nucléaire pionnière en Nouvelle-Zélande.

La Sénatrice Abacca Anjain Madisson est originaire de Rongelap, un atoll dans le Pacifique qui a dû être abandonné à cause des retombées radioactives des essais nucléaires. Elle a initié des démarches pour que les Iles Marshall perçoivent une compensation des États-Unis pour la perte de cette terre, la destruction écologique et les problèmes de santé dans les îles résultant des essais.

Alexa McDonough a été la première femme à diriger le Nouveau Parti Démocrate canadien et est actuellement la Ministre pour le Développement International, la Coopération Internationale et la Promotion de la Paix du cabinet fantôme du Nouveau Parti Démocrate. Elle est aussi une personnalité de premier plan dans de nombreuses organisations de défense des droits de l'Homme et des groupes d'action sociale, à l'échelle nationale comme internationale.

Uta Zapf est la Présidente de la Sous-Commission du Désarmement, du Contrôle des Armements et de la Non-Prolifération du

Bundestag, et la porte-parole adjointe pour la politique étrangère des sociaux-démocrates au Bundestag. Elle est une figure importante reconnue internationalement sur les questions de non-prolifération ; elle mène notamment une nouvelle initiative parlementaire proposant de s'assurer que l'aide technologique nucléaire apportée aux pays est conditionnée à leur intégration dans les mécanismes et les mesures de désarmement et de non-prolifération. Cette initiative s'applique en premier lieu à l'accord nucléaire conclu entre les États-Unis et l'Inde.

Mikyung Lee est une figure importante à l'Assemblée Nationale de Corée du Sud. Elle a joué et continue de jouer un rôle important dans les initiatives régionales et non-partisanes en Asie du Nord-Est visant à faire avancer la dénucléarisation de la région, notamment à travers le processus à Six et les propositions de créer une Zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Nord-Est.

Les co-présidentes succèdent au Sénateur Emérite Douglas Roche, qui a fondé le PNND et a occupé jusqu'alors la position de président par intérim. Le PNND remercie le Sénateur Roche pour sa présidence et pour avoir conduit le PNND à cette nouvelle étape de sa croissance et de son développement.

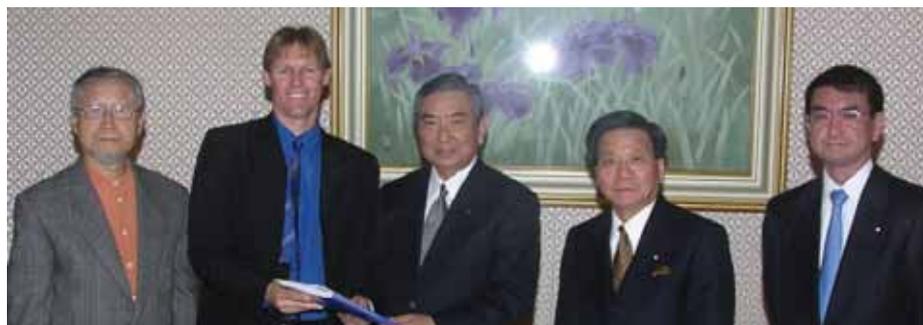
PNND-Japon étudie l'accord américano-indien et la possibilité d'instaurer une Zone dénucléarisée en Asie du Nord-Est

Hiromichi Umabayashi, Coordonnateur du PNND pour l'Asie de l'Est

La section japonaise du PNND a tenu son Assemblée Générale le 20 novembre 2007, avec comme conférencier Alyn Ware, coordinateur mondial de PNND. Lors de cette Assemblée, le PNND a révisé ses articles pour se mettre en conformité avec le changement de nom du réseau et a élu de nouveaux directeurs. Ses membres ont également exprimé leurs préoccupations concernant l'accord nucléaire États-Unis-Inde et ont accepté de tenir un séminaire sur la question pour explorer la possibilité de rédiger une déclaration conjointe.

Avant la tenue de l'Assemblée, le PNND Japon avait envoyé une lettre à tous les députés pour leur présenter le réseau et les inviter à y adhérer. L'élection de juillet 2007 avait en effet amené au Parlement beaucoup de nouveaux parlementaires qui ne connaissaient pas le PNND. Huit nouveaux noms se sont ainsi ajoutés à la liste des membres du PNND-Japon, portant le nombre total de ses membres à 52.

Le Peace Depot, une ONG japonaise sérieuse travaillant pour la paix, organise fin février 2008 à Tokyo un forum parlementaire sur la « Possibilité d'instaurer une Zone Dénucléarisée en Asie du Nord-Est », avec le soutien de l'Association des Etudes de Paix au Japon. Les parlementaires de chacun des 5 principaux partis politiques y participeront en tant qu'intervenants. Le contexte s'y prête, puisque le Groupe pour le Désarmement Nucléaire du parti démocratique japonais détient désormais la majorité à la Chambre Haute, et a rédigé un traité pour instaurer cette zone.



Alyn Ware, Coordonnateur international du PNND, présente une copie du livre "Assurer Notre Survie" à Yohei Kono, président de la Chambre des représentants du Japon. Ils sont rejoints par Hiromichi Umabayashi, Tsuneo Suzuki (Président de PNND Japon) et Taro Kono (Secrétaire général de PNND Japon).

SOMMET DES PRÉSIDENTS DU G8 SUR LA PAIX ET LE DÉSARMEMENT

Yohei Kono, Président de la Chambre des Représentants japonaise, a annoncé le 1er novembre 2007 que le Japon accueillerait le Sommet des Présidents du G8 sur la Paix et le Désarmement à Hiroshima en septembre 2008. En effet le Japon accueille le Sommet des chefs d'Etat du G8 en juillet, et il est de tradition que le pays-hôte organise en parallèle un Sommet des Présidents d'Assemblée Parlementaire des pays du G8.

Yohei Kono a souligné que la paix et l'environnement sont des questions que la communauté internationale doit impérieusement traiter. Comme le Sommet de Chefs d'Etat du G8 examinera les questions environnementales, le Sommet des Présidents d'Assemblée Parlementaires pouvait bien s'occuper de paix. « Hiroshima est un lieu parfait pour envoyer des messages et encourager l'action pour la paix, dont fait partie l'abolition nucléaire », a déclaré M. Kono.

M. Kono a reçu des réponses positives des Présidents des autres pays du G8, comme par exemple de Nancy Pelosi, Présidente de la Chambre des Représentants américaine, et des projets sont à l'étude pour en faire un événement historique dans la première ville bombardée par une arme nucléaire.

Le 20 novembre, Tsuneo Suzuki (président de PNND Japon), Taro Kono (secrétaire général de PNND Japon), Alyn Ware (coordinateur mondial du PNND) et Hiromichi Umabayashi (coordinateur de PNND en Asie du Nord-Est) ont rencontré Yohei Kono en vue de discuter d'un soutien parlementaire en faveur du Sommet des Présidents. Les quatre membres du PNND lui ont aussi présenté le Modèle de Convention sur les Armes Nucléaires (le projet de traité sur l'abolition nucléaire) et lui ont remis un exemplaire du livre *Securing our Survival: The Case for a Nuclear Weapons Convention*.

PNND Conférence Internationale et Réunion du Conseil - 10-12 Juillet 2008

Pugwash, Parlementaires et la Volonté Politique: Promotion de l'Agenda pour l'Abolition

Les législateurs du monde entier rejoignent aux experts en désarmement à l'historique Thinkers Lodge en Pugwash, le lieu de la formation du Lauréat du Prix Nobel organisation des scientifiques au Pugwash en 1957.

Les changements de conduite des États dotés d'armes nucléaires présentent de nouveaux moyens du progrès vers le désarmement nucléaire.

Les législateurs peuvent aider à produire de la volonté politique et de l'action suffisantes pour réaliser l'abolition nucléaire.

Contact alyn@pnnd.org pour plus d'informations.



*Thinkers Lodge, Pugwash
Nova Scotia, Canada*

A Leading Voice for Effective Arms Control and Nonproliferation

Sound policy depends on sound information and analysis. Ambassadors, policymakers, scholars, students, experts, and the press rely on *Arms Control Today* for its original news reporting, groundbreaking analyses, feature articles, and in-depth interviews.

"*Arms Control Today* is a vital analytical journal on nonproliferation and controlling weapons of mass destruction."

—Senator Richard Lugar (R-Ind.)

Don't miss an issue!

Be
Informed
Subscribe

Arms Control TODAY

To subscribe to *Arms Control Today* or become a member of the Arms Control Association please visit www.armscontrol.org



Contacts de PNND:

Coordinateur International

Alyn Ware
PO Box 24-429, Manners Street
Wellington, Aotearoa- Nouvelle Zélande
Tel: +64 4 496-9629
Fax: +64 4 4 496-9599
alyn@pnnd.org

Bureau Nations-Unis

866 UN Plaza, Suite 4050
New York, NY 10017,
États-Unis
Tel: +1-646-289-5170
Fax: +1-646-289-5171
pnnd@gsinstitute.org

Bureau Washington DC

Bipartisan Security Group
110 Maryland Ave NE, Suite 508
Washington, DC 20002,
États-Unis
Tel: +1-202-543-9017
Fax: +1-202-543-0799
bsg@gsinstitute.org

Siège

GSB Building, Suite 400
One Belmont Avenue
Bala Cynwyd, PA 19004,
États-Unis
Tel: +1 610 668-5488
Fax: +1 610-668-5489
info@gsinstitute.org

Coordonnateur pour l'Asie de l'Est

Hiromichi Umebayashi
Peace Depot, 1-30-27-4-1F
Hiyoshi-honcho
Kohoku-ku, Yokohama, 223-0062,
Japon
Tel: +81 45-563-5101
Fax: +81 45-563-9907
cxj15621@nifty.ne.jp

Coordinateur pour l'Europe

Xanthe Hall
IPPNW-Germany
Kortestrass 10, Berlin,
Allemagne
Tel: +49 30 6980-7412
Fax: 30 693-8166
xanthe@ipnw.de

Coordinateur pour les Pays Arabes

Nermin Ali Abd El-Ghany El-Galy
Nefertiti Tower, 8th floor, apt.808
Ahmed Abd El-Latif St,
off Eskandar Ibrahim
Miami, Alexandria, Égypte
Tel: +20 1011 96108
alias_hewett@hotmail.com

PNND tiens à remercier les personnes suivantes pour leur soutien:

Peace and Disarmament Education Trust - Nouvelle Zélande
Disarmament Education United Nations Implementation Fund - Nouvelle Zélande
Pugwash Peace Exchange
Friedrich-Ebert-Foundation
Le Conseil du PNND, les membres, le personnel, des stagiaires et des organismes de soutien qui travaillent pour promouvoir PNND et ses activités.